ISSN 0026-9433

C.I.R.A.

T 2137 - 660 - 8,00 F
3792137008000 06600

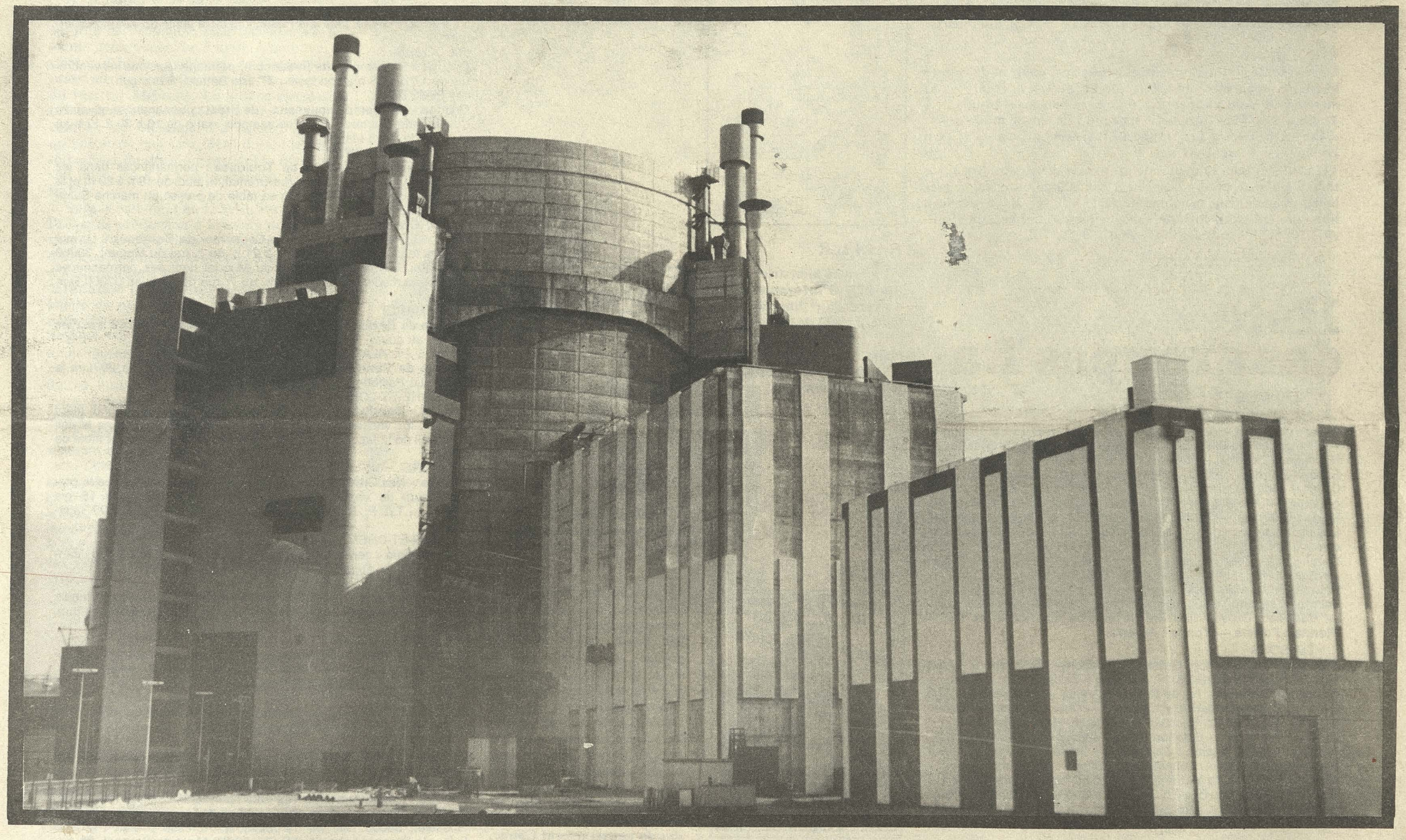
le monde libertaire

hebdo

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N°660 JEUDI 23 AVRIL 1987 8,00 F

CREYS-MALVILLE

1977, mort d'un antinucléaire...



1987, fuites radioactives

Editorial

Notre chère justice n'aura donc pas eu besoin de preuve pour condamner une nouvelle fois Roger Knobelspiess à sept ans de prison, cet éternel révolté devant par tous les moyens être réduit au silence. Non seulement celui-ci n'est pas près de se taire, mais encore les journaleux en mal de page blanche vont mordre la poussière. Les soi-disants intellos de gauche, dont Roger était la bonne conscience, vont-ils réviser leur position comme le présume un certain éditorialiste du « Monde » ?

On s'en fout ! Il est clair pour nous que, lorsqu'on critique l'institution judiciaire et à travers elle l'Etat, la seule réponse de ce dernier est encore et toujours plus de répression. Ce procès en aura hélas ! été la preuve flagrante. Les bonnes consciences sont bien absentes dès que l'on aborde ce terrain.

Absentes encore quand les incidents nucléaires, qui se multiplient ces temps-ci, font revenir à la une de l'actualité le problème des choix énergétiques qu'ont fait les gouvernements successifs et qu'il ne faut surtout pas remettre en question. Lorsque les problèmes que pose le choix nucléaire sont trop criants et pourraient mobiliser la population, tout au plus entend-on parler d'une éventuelle Haute Autorité, qui aurait pour mission de surveiller l'imparable et de tout nous dire. Merci guignol !

La cohabitation étant plus que jamais à l'ordre du jour, du moins jusqu'à l'ouverture de la prochaine campagne électorale, la droite aussi aimerait bien couper court à ce dossier brûlant...

Mais le show politique connaît parfois des ratés que même un surgénérateur en folie ne connaît pas. Ne voilà t'y pas que le sieur Malhuret pousse son couplet humaniste sur les bancs de l'Assemblée nationale, réussissant ainsi à rallier socialistes et communistes, et à se mettre à dos la quasi-totalité des députés de droite. Le malheureux avait juste attaqué la légitimité du Front national et noté les différences philosophiques considérables — quels Maliens ? — qui le séparent de l'extrême droite. C'est Jean-Claude Gaudin qui a dû bénir les philosophes ! Puisque notre secrétaire aux Droits de l'homme se sent pousser des ailes humanistes, peut-être va-t-il nous écrire un bouquin sur l'enfermement... En voilà un sujet explosif !

communiqués

• PARIS
Le Comité de soutien aux réfractaires reprend ses permanences, tous les premiers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la librairie du Monde libertaire. Contacts et infos au répondeur antimilitariste : (16.1) 43.03.62.03.

• BOURGOIN-JALLIEU
Le Collectif anarchiste et le groupe F.A. de Bourgoin organisent le vendredi 1er mai, à 20 h 30, à la Maison de quartier de Champfleuri, un concert avec Fabienne Elkoubi (entrée 50 F).

• RAMBOUILLET
Le groupe Georges-Brassens de Rambouillet assure une émission sur R.V.E. (91.5 MHz) de 19 h à 20 h. Il est possible de prendre contact avec le groupe sur le marché de Rambouillet, face au passage fleuri, le samedi matin de 10 h 30 à 11 h 30.

• GARD
Le groupe libertaire du Gard convie tous ses militants et sympathisants à assister à la manifestation antinucléaire organisée le mercredi 29 avril, à 18 h, place de l'Horloge à Nîmes. Ceci afin de commémorer comme il se doit le triste anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl. Déguisements et masques seront les bienvenus.
Le soir, à 20 h 30, au centre André-Malraux de Nîmes, rencontre-débat avec le C.R.I.I.-R.A.D. Venez nombreux !

• TOULON
Le groupe Région-toulonnaise et le Centre d'étude et de culture libertaire organisent une « Semaine du cinéma libertaire », du mercredi 29 avril au mercredi 6 mai, au cinéma « Utopia », à Toulon. Les films proposés sont : « Les temps modernes », « Die Arben », « Les longues vacances de 36 », « Viva Zapata », « L'orchestre noir ».
Vendredi 1er mai, 20 h 30, une projection-débat aura lieu sur le thème « L'anarcho-syndicalisme d'hier et d'aujourd'hui », avec la participation de membres de la C.N.T. et du mouvement libertaire espagnol. Buvette, table de presse et exposition d'affiches. Pour tout contact : (16) 94.62.39.13.

liste des groupes f.a.

PROVINCE

• GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — **Allier :** Moulins — **Ardèche :** Aubenas — **Bouches-du-Rhône :** Marseille — **Charente-Maritime :** Marennes/Rochefort — **Côte-d'Or :** Dijon — **Doubs :** Besançon — **Eure-et-Loire :** Chartres — **Finistère :** Brest — **Gard :** Groupe du Gard — **Haute-Garonne :** Toulouse — **Gironde :** Bordeaux (trois groupes) — **Ille-et-Vilaine :** Rennes — **Indre-et-Loire :** Tours — **Isère :** Bourgoin — **Loire :** Saint-Etienne — **Loiret :** Montargis — **Lot-et-Garonne :** Agen — **Maine-et-Loire :** Angers, Saumur — **Manche :** Cherbourg — **Moselle :** Metz — **Nord :** Lille (deux groupes), Dunkerque — **Oise :** Beauvais — **Orne :** Flers/La Ferté-Macé — **Pas-de-Calais :** Boulogne, Lens — **Pyrénées-Orientales :** Perpignan — **Seine-Maritime :** Dieppe, Le Havre, Rouen — **Somme :** Amiens — **Tarn-et-Garonne :** Montauban — **Var :** Groupe Région-toulonnaise — **Vendée :** Groupe libertaire de Vendée, La Roche-sur-Yon — **Vienne :** Poitiers — **Yonne :** Auxerre.

• LIAISONS

Alpes-Maritimes : Nice, Grasse — **Ardèche :** Tournon — **Ardennes :** Charleville-Mézières — **Aveyron :** Sainte-Affrique, Millau — **Bouches-du-Rhône :** Aix-en-Provence, Arles — **Charente :** Angoulême — **Charente-Maritime :** Saintes — **Cher :** Vierzon — **Corse :** Ajaccio, Bastia, Porto Vecchio — **Côtes-du-Nord :** Saint-Brieuc — **Doubs :** Pontarlier — **Gironde :** Saint-Médard-en-Jalles — **Hérault :** Béziers — **Ille-et-Vilaine :** Saint-Malo — **Isère :** Grenoble — **Jura :** Roche-lez-Beaupré — **Loir-et-Cher :** Blois — **Mayenne :** Laval — **Morbihan :** liaison du Morbihan — **Nord :** Douai — **Oise :** Noyon — **Bas-Rhin :** liaison du Bas-Rhin — **Haute-Saône :** liaison de la Haute-Saône — **Savoie :** Chambéry — **Tarn :** Albi — **Var :** Hyères, La Seyne-sur-Mer, Carcès, Draguignan — **Vosges :** liaison des Vosges.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque banquaire Mandat-lettre
Règlement à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande et **4 F** en timbres poste

éditions

• AFFICHE
Affiche « Appel à témoins » éditée par le groupe du XVe. Dimensions : 318 × 450. Prix de vente : 0,60 F l'unité au-dessus de 50 exemplaires.

• BOURGOIN-JALLIEU
« Contre vents et marées » vient de sortir. Il en vente au prix de 2 F l'unité ou 50 F l'abonnement.

• ALLIER
« La torche bimestriel » n°6, journal d'information et d'expression libertaire de l'Allier, vient de paraître. Son prix est de 7 F. Au sommaire : des informations sur le département (militarisation, expulsions, etc.

• BREST

Le groupe les Temps nouveaux de la F.A. organise un concert gratuit de rock, reggae, bossa, salsa... Avec les groupes Ze Derns, Liquid, Rêves de gosses, les Insurgés et Epygon's Music, le samedi 25 avril (de 16 h à 23 h), salle Cerdan. Cette journée intitulée « Gare au gorille » a pour buts de faire la fête, de danser, rire, mais aussi de sensibiliser et dénoncer toutes les mesures sécuritaires mises en place par les dangereux individus du gouvernement Chirac.

• MATÉRIEL
Le groupe Région-toulonnaise diffuse le matériel suivant : broches (étoile noire, étoile noire et rouge, deux mains brisant un fusil), 8,50 F à partir de dix, port compris) ; cassette (chansons anarchistes internationales, durée 1 h), 55 F, port compris.
Chèque à l'ordre de Nappi Bruno, à adresser au C.E.C.L., Immeuble Lamer, rue Montébello, 83000 Toulon.

sommaire

PAGE 1 : Editorial — **PAGE 2 :** Informations des groupes de la F.A. — **PAGE 3, Société :** Nucléaire, l'énergie de tous les dangers, Y'a des fuites, mais pas de lézard ! — **PAGE 4, Luttes :** Fermeture d'une imprimerie, Nouvelle attaque dans le charbon, Volte-face à la F.N.A.C., En Bref — **PAGE 5, Social :** Chômage, Séguin a raison ! — **PAGE 6, Antimilitarisme :** Nouvelles du front, Eric Hébert écrit de sa cellule, Communiqué, Soutien : mode d'emploi, Objection et vide juridique — **PAGE 7, Société :** Vous avez dit citoyenneté ?, Bédé de la semaine — **PAGE 8, Dans le monde :** delle Chiaie, lampiste de l'Etat italien — **PAGE 9, Répression :** Knobelspiess, l'emmerdeur public n°1, Interview de l'avocate des réfugiés italiens — **PAGE 10, Histoire :** Il y a cinquante ans l'Espagne — **PAGE 11, Expressions :** Gala de Radio-Libertaire, Note de lecture, Spectacle, Programmes de Radio-Libertaire — **PAGE 12, Société :** Face au fascisme, Ratonnade sur les Pentes à Lyon.

liste des permanences des groupes f.a.

PROVINCE

• AISNE
Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (16) 23.80.17.09.

• ARDÈCHE
Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

• BOUCHE-DU-RHÔNE
Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).

• CHARENTE-MARITIME
Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

• CÔTE-D'OR
Groupe de Dijon : permanences le mardi, de 18 h à 20 h, et le samedi de 15 h à 18 h au local La Mistouffle, 61, rue Jeannin, Dijon.

• CÔTES-DU-NORD
Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

• DOUBS
Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les vendredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.

• FINISTÈRE
Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.

• HAUTE-GARONNE
Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanences dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

• GIRONDE
Groupes « Durruti » et « Pépin-Cadavre » de Bordeaux : permanences tous les lundis, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux. L'Athénée libertaire du Muguet tient ses permanences tous les samedis, de 15 h à 19 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

• HÉRAULT
Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

• ILLE-ET-VILAINE
Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

• INDRE-ET-LOIRE
Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le lundi (sauf pendant les vacances scolaires) de 11 h 30 à 15 h 30, dans le hall d'accueil de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

• LOIRE
Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois, à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T.-A.I.T./L.P., Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• LOIR-ET-CHER
Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, appt. 57, Blois (tél. : [16] 54.74.26.02).

•LOIRE-ATLANTIQUE
Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes.

• MAINE-ET-LOIRE
Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au M.A.M.A., 8, rue de Buffon, Angers (à côté du Palais des Congrès).

• MANCHE
Groupe de Cherbourg : permanences tous les lundis de 18 h à 19 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

• NORD
Groupe « Benoît-Broutchoux » de Lille : permanences tous les mardis, de 19 h à 21 h, au Centre culturel libertaire, 1-2, rue du Péage, 59800 Lille.
Groupe « Humeurs noires » de Lille : permanences tous les mardis, de 19 h à 20 h, à la Maison de la nature et de l'environnement, 23, rue Gosselet, 59000 Lille (M° République). Adresse postale : groupe F.A., c/o Bernard Lebœuf, B.P. 79, 59370 Mons-en Barœuil.

• PYRÉNÉES-ORIENTALES
Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanence tous les lundis, mercredis, vendredis et samedis, de 15 h à 19 h, au 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.

• SEINE-MARITIME
Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleur.
Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 14 h à 16 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen. De plus, un répondeur enregistreur est à votre disposition au (16) 35.70.61.64.

• SOMME
Groupe d'Amiens : permanences et table de presse tous les jeudis, de 12 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire « Le Bailly ».

• VAR
Groupe « Région-toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'étude et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montébello, Toulon.

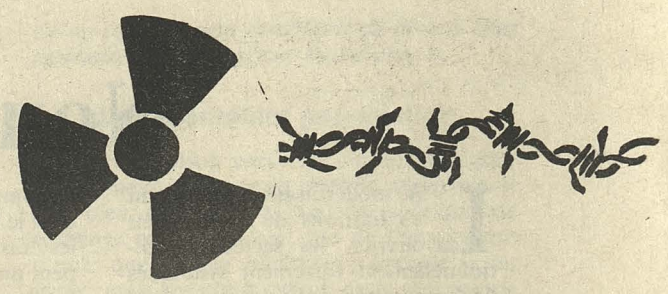
• VENDÉE
Groupe libertaire de Vendée : permanence le 3e vendredi du mois à la Bourse du Travail de La Roche-sur-Yon, à 21 h.

• VIENNE
Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les mercredis et les 1e et 3e samedis du mois, de 15 h à 19 h, en son local : 6, rue des Flageolles, Poitiers.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19e
Dépôt légal 44 149 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

NUCLÉAIRE

L'énergie de tous les dangers



DEPUIS les événements de Tchernobyl, les accidents dans les centrales nucléaires se poursuivent à un rythme qui inquiète le grand public, jusqu'ici bercé par les discours rassurants des « autorités compétentes ». Le 2 décembre dernier, au Centre d'études nucléaires de Grenoble, les ingénieurs découvrent que la piscine dont l'eau sert à refroidir le réacteur Siloé fuit vers l'extérieur. La nappe phréatique locale est contaminée par l'eau radioactive. On relève dans un puits à proximité une dose de 17 000 becquerels, soit 20 fois plus que la dose limite.

Des accidents à répétition

L'hiver rigoureux du mois suivant surprend les grosses têtes infaillibles du nucléaire français. Une température de – 10° cause le gel de l'entrée des stations de pompage de l'eau de refroidissement de Chinon et Saint-Laurent-des-Eaux. Il a fallu utiliser des explosifs pour briser la glace et ainsi éviter une catastrophe probable. Grand soupir de soulagement de la part d'E.D.F. qui prie pour un prochain hiver moins rigoureux. Mais les frimas passés, les accidents ont repris néanmoins de plus belle.

A Tricastin, le 29 mars dernier, le réacteur de la 2e tranche est arrêté de toute urgence, la sécurité de l'ensemble était menacée par une vanne défectueuse. Le 5 avril, à nouveau, au Centre d'études nucléaires de Grenoble, un orage met hors service l'installation électrique du réacteur Mélusine. Le groupe électrogène de secours refuse de démarrer. Le tableau de contrôle de Mélusine n'a pu être alimenté qu'une heure plus tard, délai durant lequel les techniciens du site n'ont pu vérifier quoique ce soit quant au bon fonctionnement de la centrale.

Dans la nuit du 11 au 12 avril, autre bavure à l'usine de production d'uranium de la Comurhex à Pierrelate dans la Drôme. Au cours d'une opération de remplissage d'un container d'hexafluorure d'uranium (U.F.6), une vanne défectueuse (encore une) laisse échapper une nappe de gaz. Ce gaz, faiblement radioactif mais chimiquement très nocif, provoque des brûlures sur le personnel travaillant à proximité. Quelques jours plus tard, une fuite du même type, quoique moins importante, se produit à l'usine de la Compagnie générale de matières nucléaires (Cogema) sur le site de Tricastin.

Ce genre d'exemples peut-être multiplié, d'autant plus que l'information est soigneusement filtrée par E.D.F. Etant donné l'augmentation de la fréquence de ces accidents, on est en droit de se poser des questions sur le vieillissement des centrales nucléaires qui semble intervenir plus rapidement que le « savoir-faire E.D.F. » ne l'avait prévu. Ce genre d'« imprévus » est encore plus grave quand il s'agit d'un surgénérateur.

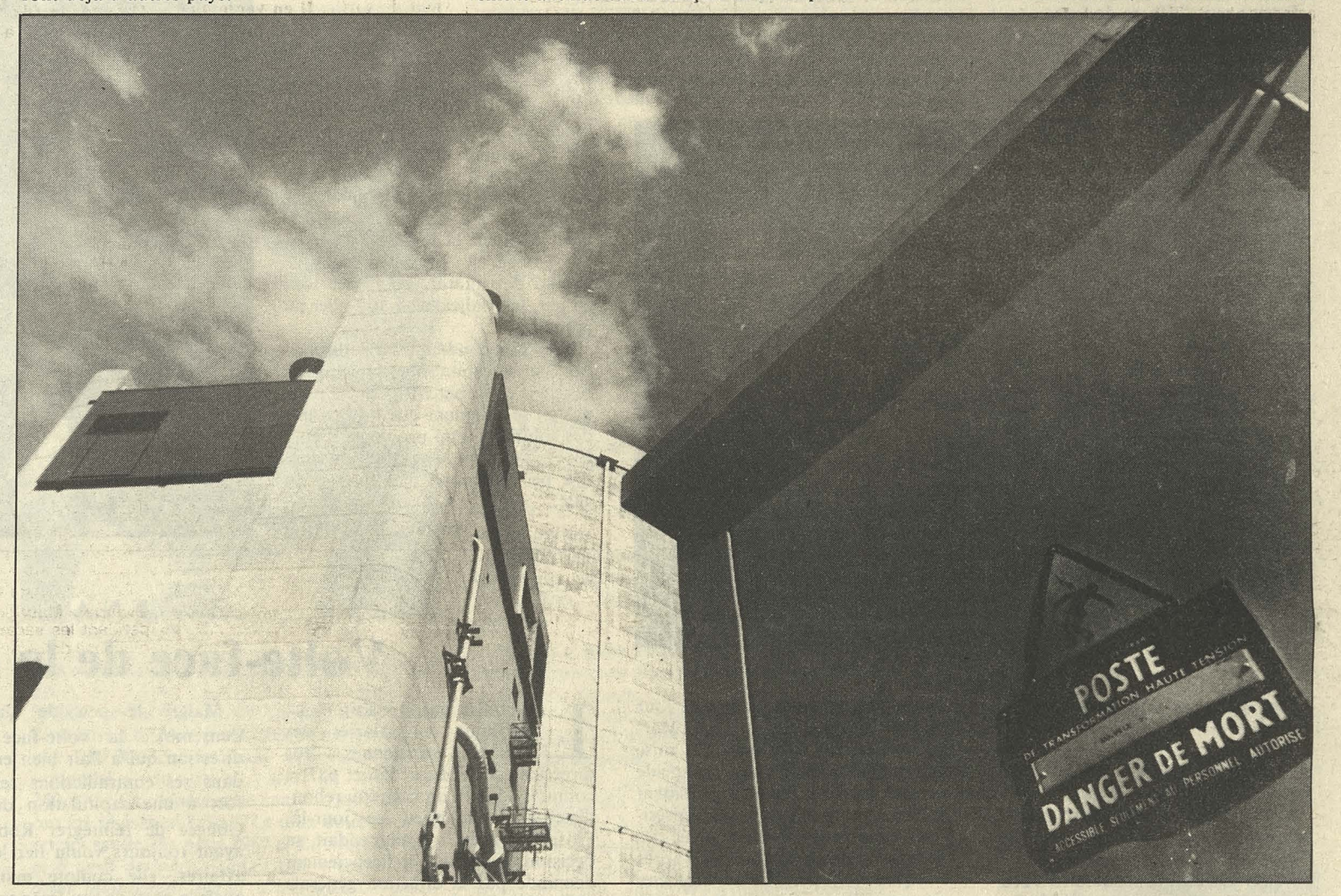
Supergénérateur ou super-bavure ?

Ainsi l'accident qui a le plus défrayé la chronique est sans conteste celui de Creys-Malville, célèbre pour son surgénérateur Superphénix fleuron en la matière de la technologie française. Le cadre : une petite ville tranquille à 45 km de Lyon, 70 de Grenoble et de Genève. Le 31 mars, E.D.F. découvre d'une part que vingt tonnes de sodium en fusion ne se trouvent plus dans la première enveloppe du barillet où ils devraient séjourner sagement, mais dans l'enveloppe extérieure ; et que, d'autre part, la fuite en question laisse échapper 20 litres de sodium par heure — ceci depuis un mois.

Ce n'est que quinze jours après cette découverte que la fuite est enfin localisée. Chacun sait que le sodium s'enflamme au contact de l'air et explose au contact de l'eau, et qu'il vaut mieux savoir bien contrôler ce dangereux métal. Pour des sacro-saintes raisons de rentabilité, E.D.F. se refuse encore — à l'heure où cet article est écrit — à arrêter la centrale. Il faudra en tout cas, pour réparer ou même remplacer le barillet en cause, pomper le sodium réparti dans les deux enveloppes, opération longue et délicate qui se passera, on l'espère, sans accident ! De longs mois donc, de réparation en perspective pour un coût minimum de 400 millions de francs. A ce sujet, nos factures E.D.F. assument déjà le coût de cette « super-électricité » deux fois plus chère que l'électricité produite d'une façon conventionnelle.

Suite à ces accidents, le Parti socialiste n'a pas trouvé mieux que de déposer une proposition de loi pour la création d'une « *Haute Autorité de la sécurité nationale visant à renforcer la sécurité des installations nucléaires civiles et assurer une information plus complète du public.* » Institution qui sera sans doute aussi efficace que, par exemple, le secrétariat d'Etat aux Droits de l'homme actuel, et qui montre de toute façon la volonté du P.S. de poursuivre dans la voie du nucléaire en le teintant d'honorabilité.

Tout en jouant aussi ce jeu, la droite cherche à rassurer la population en minimisant les derniers accidents. Le plus beau morceau d'anthologie revient à François Duteil, responsable de la fédération C.G.T. de l'énergie, qui déclare dans *l'Humanité* que « *refuser le surgénérateur, c'est accepter la stagnation économique* ». Ce monsieur en voudrait même d'autres ! Certains militants C.G.T. en frissonnent encore... Il est clair en tout cas que nos responsables politiques se préoccupent peu de trouver une alternative au nucléaire comme le font déjà d'autres pays.



L'enjeu militaire

En fait ce choix du nucléaire, en particulier du surgénérateur, cache cet autre enjeu appelé pompeusement la « défense nationale ». En effet, pourquoi continuer dans cette voie du « supernucléaire » alors que l'uranium ne manque pas, que le coût de cette « super-électricité » est élevé, que les risques sont aggravés par rapport aux centrales nucléaires traditionnelles — risques déjà, que nous refusons — et que les autres pays se dégagent de cette technologie ?

Pourquoi, si ce n'est que le surgénérateur produit du plutonium en quantité et en qualité beaucoup plus importante que les centrales classique P.W.R. ou graphite-gaz. Dans une année, Superphénix peut fournir 330 kg de plutonium pour fabriquer 60 bombes. Cette source d'« indépendance militaire nationale » rencontre d'ailleurs un large consensus entre la droite et la gauche.

Par ailleurs, le C.E.A. n'a jamais démenti que Superphénix était susceptible de travailler pour les besoins de la défense. Jusqu'à la comparaison révélatrice du responsable énergie de la C.G.T. en Rhône-Alpes qui estime que le coût de Superphénix n'est autre que « *celui d'un prototype qui représente quatre mois de dépenses militaires françaises* ».

La riposte antinucléaire

Face à ce consensus de la classe politicienne, le mouvement antinucléaire, de rassemblements en rassemblements, s'était quelque peu essouflé. Mais la catastrophe de Tchernobyl, la multiplication des accidents de ces derniers mois, la difficulté croissante dans la recherche de sites pour enterrer des déchets de plus en plus embarrassants sont autant de facteurs qui suscitent le réveil d'une contestation un peu endormie.

A l'échelle européenne, les Verts et les antinucléaires de 13 pays (dont la France) se sont mis d'accord sur une manifestation européenne à Paris le 20 juin sur la base d'un appel rédigé en commun. Si cette initiative revient surtout aux Verts dans les pays étrangers, la coordination française est née en février dernier à partir de différentes associations et comités comme le comité Malville de Lyon ou le comité Stop-Nogent suite au choc de la catastrophe de Tchernobyl pour sortir le mouvement antinucléaire français de sa torpeur.

Elle a pris le nom de « Réseau pour un avenir sans nucléaire ». Dans ce réseau cohabitent écologistes, alternatifs, libertaires qui se sont mis d'accord pour travailler sérieusement à la lutte antinucléaire en France, en évitant toute récupération politique. Ce qui n'empêche pas, bien sûr, les organisations politiques réellement intéressées par cette lutte de les soutenir. Le réseau peut être contacté au 90, rue Vergniaud, 75013 Paris (tél. : [16.1] 45.81.28.21). Alors, peut-être un printemps antinucléaire ?

PIERRE-YVES
(Gr. Pierre-Besnard)

CREYS-MALVILLE

Y'a des fuites mais pas de lézard

NUCLÉAIRE ? Nous ne risquons rien, ou du moins pas grand chose. A moins que ce ne soit carrément dangereux. Tel est en gros la conclusion que l'on peut tirer du concert cacophonique des hommes politiques et des instances syndicales à propos des fuites de Creys-Malville.

La déclaration la plus comique est en l'occurrence celle de la C.G.T., sur le thème « rien de rien » : « *Les incidents que connaît Superphénix ne mettent en danger ni l'installation, ni le personnel, ni les populations. Ils sont utilisés à des fins politiques pour faire abandonner à la France la filière nucléaire* ». Nous comptons autant sur la C.G.T. que sur Alain Madelin pour nous donner les mêmes informations franches et limpides que lors de la catastrophe (pardon : de l'incident) de Tchernobyl.

Palme d'or également à Jean-Pierre Chevènement, ex-ministre de la Recherche et de l'Industrie, qui déclare : « *J'ai plus peur de la société dans laquelle nous vivons que du nucléaire* ». Question personnelle : « *Face à un rat, j'éprouve une terreur panique bien pire que devant une centrale nucléaire. Les rats sont donc plus dangereux que les centrales nucléaires ?* » C.Q.F.D., n'est-ce pas, M. Chevènement ?

Jean-Pierre Stirbois, quant à lui, déclare du haut de sa science, et sans doute au nom de l'aptitude du F.N. à gérer le pays, qu'il faut arrêter Superphénix. Nous n'avions demandé ni ses avis ni ses conseils.

Alain Madelin, lui, joue les V.R.P. ; bavard, contradictoire, totalement incohérent, il affirme « *qu'il n'y a aucune raison d'arrêter le surgénérateur* ». Faudra-t-il au moins changer la cuve ? « *Je (Alain Madelin) n'en sais rien pour l'instant* ». Enfin, Madelin utilise l'argument imparable : « *Je suis prudent comme un chat* » (1). On respire.

La presse, quant à elle, annonce sans faire de gros titres que 42% des Français estiment que le risque encouru à cause des centrales est inacceptable, que 68% d'entre eux croient à la possibilité d'un Tchernobyl à la française, et que 80% estiment qu'on ne leur dit pas la vérité sur les dangers du nucléaire.

Terminons par les questions judicieuses que pose l'Evènement du Jeudi : « Qui évalue, qui accepte, qui prend les risques, qui trinque en cas de pépins ? ». Très bonnes questions et merci de les avoir posées. Cela fait longtemps que nous y avons répondu.

PASCALE

(1) Interview à Libé du 15 avril.

CHARBONNAGE

Nouvelle attaque dans le charbon

LA modernisation attaquant les bastions du mouvement ouvrier, les secteurs traditionnellement fortement syndiqués déclarés zones sinistrées, tout cela n'est pas nouveau. Dans l'automobile les robots feront mieux, plus vite et moins cher, dans les charbonnages on n'a plus besoin de cette matière première sale et encombrante, vive le nucléaire... ça c'est du propre !

Charbonnage et nucléaire

Les derniers avatars de Super phénix, le bruit que cela a fait dans les médias, tout cela ne doit pas faire l'affaire des Charbonnages de France qui s'efforce de fermer tout puits jugé non rentable. Ainsi, près de deux mille mineurs de Gardanne (Bouches-du-Rhône) sont lock-outés depuis la semaine dernière.

Quand on pense mine et charbon, c'est le Nord qui vient à l'esprit avec les crassiers et les corons qui occupent un bout du paysage. Le Sud et le Massif Central ont pourtant de nombreux gisements qui, comme à Gardanne, assurent l'emploi de milliers de travailleurs.

La direction des Houillères de Provence avait, le mercredi 15 mars, adressé à une partie du personnel un communiqué où elle invitait ces travailleurs à ne plus venir à la mine à partir du 16 avril. Le prétexte invoqué était l'occupation du fond par une vingtaine de travailleurs de l'E.G.C.E.C. (entreprise sous-traitante) qui effectuait le percement d'un tunnel dans un banc de rocher.

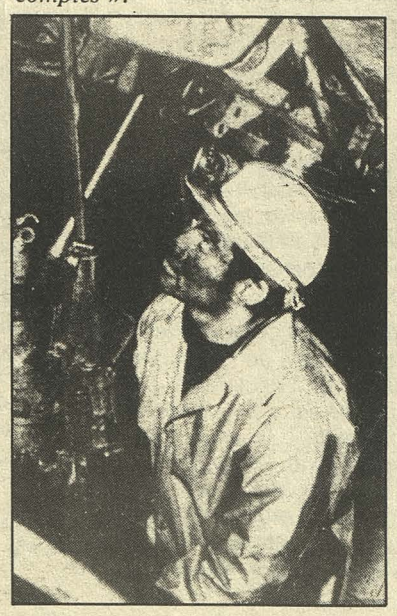
Tous ces travaux faisaient plutôt bien augurer de la poursuite des activités du puits, alors pourquoi un lock-out ?

La riposte syndicale

Tout a commencé le 6 avril, jour où le tribunal de commerce de Marseille attribuait l'E.G.C.E.C., mise en liquidation à la suite du suicide de son P.-D.G. (l'ancien président de l'O.M., Jean Carrieu), au président de la Fédération nationale des Travaux publics. Celui-ci, peu après l'acquisition, décidait de licencier six travailleurs, et essayait en vain d'opposer mineurs et salariés de l'entreprise sous-traitante.

En décembre 1986, provoquant une riposte unanime de tous les syndicats, la direction des Charbonnages de France avait annoncé la suppression de 22 000 emplois. Les mines de Carmaux, du Nord/Pas-de-Calais et du Centre devaient être rayées de la carte ; en revanche étaient jugées rentables, donc à conserver, quelques puits en Lorraine, Gardanne et les gisements exploitables à ciel ouvert.

Mais au début du mois, pendant la réunion du comité central d'entreprise des Charbonnages de France, M. Pache (directeur général) a déclaré que « *les jours des Houillières de Provence étaient comptés* ».



Pourtant la centrale thermique E.D.F. de Gardanne, ne pouvant se suffire de la production du puits, est obligée de faire venir chaque année 800 000 tonnes de charbon d'autres sites. L'E.D.F., ou plutôt sa direction, a des plans qui ne sont pas créateurs d'emplois pour la Provence/Côte-d'Azur. Elle aurait même l'intention de faire dépendre l'alimentation du réseau électrique de la Corse de celui de l'Italie, par une liaison sous-marine. Au lieu de construire dans l'île une centrale à charbon...

Vers une récupération politique ?

Aux dernières élections professionnelles, la C.G.T. a progressé de 10% chez les mineurs de Gardanne. L'organisation syndicale étant relayée par les élus communistes qui l'incluent dans leurs propositions. Est-ce vraiment la bonne solution ? Les mineurs des Asturies quand ils étaient en grève, dans le début des années 60, n'avaient que modérément apprécié la livraison de charbon russe à l'Etat espagnol... Quand des intérêts politiques sont en jeu, le syndicalisme doit aller au piquet !

Bien que condamnés à la disparition par le capitalisme, les mineurs résistent et se battent. Car ce n'est pas en se résignant que l'on trouve des solutions à un problème social. En espérant que le politique ne viendra pas détériorer l'action syndicale.

Fernand BERNARD

en bref...en bref...

• La commission cuturelle de la C.N.T. et les militants C.N.T.-E.D.F. organisent une journée sur le nucléaire sur les thèmes : « Un an après Tchernobyl... le nucléaire voté massivement à l'Assemblée », « Les déchets radioactifs pour des milliers d'années... ». Deux films seront projetés : « Atomic Café » et « Condamnés à réussir ». Louis Puiseux, auteur de « La Babel nucléaire » et le comité Stop-Nogent participeront à cette journée qui aura lieu le dimanche 26 avril, à 14 h 30, au 33, rue des Vignoles à Paris (M° Avron ou Buzenval).

• Le numéro d'avril de « Courant Alternatif » est sorti. Au sommaire de ce mensuel libertaire : un dossier sur l'historique et l'état actuel des médias, des articles sur le Pays basque, les initiatives des J.A.L.B. (Jeunes Arabes de Lyon et de sa banlieue), le mouvement récent des instituteurs, le mouvement libertaire espagnol, les grèves en Roumanie et la manifestation antinucléaire du 20 juin. Vous pouvez trouver ce numéro au prix de 15 F à la librairie du Monde libertaire.

• Le n°7 de « Réflexes » vient de paraître. Au sommaire : « Vos papiers ! », sortons de notre réserve, médias, de toutes les couleurs, Tchernobyl, Afrique du Sud, « dis Cipline, c'est quoi l'armée ?», « Mon pays, si je veux, quand je veux », Merde à Vauban, Renvoyons la censure. En vente au prix de 10 F à la librairie du Monde libertaire.

F.N.A.C.

Volte-face de la direction

LE conflit qui, il y a un mois, opposait les salariés des F.N.A.C. parisiennes à leur direction (cf. M.L. n°656 et 657) a connu le 15 avril un nouveau rebondissement. En effet, ce jour-là, l'inspection du travail rendait sa décision concernant le licenciement demandé par la direction générale d'un délégué du personnel d'Oudiné (centre technique son de la F.N.A.C.), Serge Ribet.

A la satisfaction de (presque) tous, le licenciement était refusé d'une part car le « *motif tiré de la preuve de malversation résultant du non-respect de la procédure n'est pas établi* », et d'autre part car « *la gravité de la faute relative au non-respect de la procédure n'est pas d'une gravité suffisante pour justifier un licenciement* ».

Le lendemain matin, des assemblées générales étaient organisées dans plusieurs établissements afin d'informer le personnel de cette décision administrative. Nous avons, lors de ces A.G., appris qu'une note de la direction générale qui avait été distribuée la veille dans l'un des établissements « par erreur » était à considérer comme nulle... Réaction de colère d'une direction qui a du mal à avaler la pilule ? Réaction primaire en tout cas puisque cette note précisait l'appel de la décision auprès du ministère du Travail et le maintien par la direction de ses positions, « *convaincue du bien-fondé de son action et décidée à faire respecter les biens de l'entreprise* » (sic).

Cette « erreur » aura été de courte durée puisque deux jours après, la même note était de nouveau distribuée, agrémentée d'un nouveau paragraphe. Robert Ribet, frère de Serge et en préavis de licenciement depuis le 10 mars dernier, était toujours licencié du Forum. Cependant, magnanime, la direction était prête à lui proposer « *un emploi dans une autre société du groupe* » (resic).

Malgré le peu de clarté de l'ensemble, la volte-face d'une direction qui a l'air bien empêtrée dans ses contradictions ressemble fort à une capitulation déguisée. Obligée de réintégrer Robert car ayant toujours voulu lier les deux affaires, elle compte maintenant avoir la peau de son frère en faisant appel auprès du ministère. L'intersyndicale C.G.T.-C.F.D.T. va décider dès cette semaine, avec l'ensemble du personnel, des moyens de lutte les mieux appropriés face à cette nouvelle donne. Le combat continue !

CHRISTOPHE
(Gr. Berneri)

IMPRIMERIE

Paul-Dupont... la fermeture

AVEC l'annonce de la fermeture de l'imprimerie Paul-Dupont c'est l'un des derniers vestiges des bastions du Livre (presse mise à part) qui disparaîtrait de la carte Chaix, la Néogravure, Lang, Cino Del Duca... la liste est longue et le goût amer de la défaite impuissante dans la bouche de beaucoup. Que fallait-il faire, que pouvait-on faire ? La solution miracle des directions syndicales, dans les années 70, était le rapatriement des travaux effectués à l'étranger. Outre la question de l'internationalisme prolétarien, le problème était plus que mal posé, lesdits travaux ne sont dans leur large majorité jamais revenus (1).

La modernisation, l'opposition presse labeur, l'offensive patronale, tout cela a contribué à transformer le rapport de force entre le syndicat et le patronat, sans que les critiques acerbes de l'extrême gauche n'y aient rien changé. C'est juste avant le week-end pascal que la direction de la S.N.E.P. (Société nationale des entreprises de presse) a décidé de licencier les quelques 300 travailleurs de l'imprimerie Paul-Dupont de Clichy (Hauts-de-Seine). Le président-directeur général de la S.N.E.P. a bien sûr déclaré qu'un plan social était prêt à être présenté au personnel licencié. C'est ce qu'on appelle le contraire des licenciements secs...

La S.N.E.P., créée à la Libération dans l'euphorie de l'espoir d'une presse libre et pluraliste, a fermé sa dernière entreprise... Paul-Dumont confectionnait des cahiers du *Figaro Magazine*, l'*Evènement du jeudi* et le *Nouvel Observateur*. Le syndicat C.G.T. du Livre est opposé à la fermeture de l'entreprise, mais sans rapport de force le syndicat est impuissant.

On pourrait bien sûr épiloguer sur le pourquoi et le comment... On peut aussi se souvenir qu'à Saint-Ouen, à la fin des années 70, le délégué de l'imprimerie Chaix déclarait aux travailleurs qui occupaient l'entreprise qu'une fois la gauche au pouvoir tout irait comme avant !. On peut aussi se dire que rien n'est comme avant, histoire de garder un espoir au cœur pour les travailleurs de l'an 2000.

Sitting BULL

(1) Pour ne pas parler des publications proche du P.C.F. qui étaient imprimées en Hongrie, par exemple !

CHÔMAGE

Séguin a raison...

Le taux de chômage a atteint en février la barre des 11% de la population active et plus de 2 600 000 demandeurs d'emplois étaient, officiellement, enregistrés. Dans son dernier discours à l'Ecole supérieure de la Sécurité sociale, à Saint-Etienne, Séguin a souligné que la croissance économique stagne tandis que la productivité progresse de 3 à 4% par an.

Le ministre a expliqué que, dans ces conditions, il ne pouvait annoncer de recette miracle qu'aucun gouvernement n'a encore trouvée. « *Nous ne devons pas compter, a-t-il dit, sur la fin de la crise cette année, ni même dans les prochaines décennies* ». En peu de mots Séguin a parfaitement résumé la situation. Et il avait absolument raison quand il a déclaré que, pour très longtemps, le taux du chômage était « incompressible ».

La crise ?

Séguin a raison, sauf quand il parle de la « fin de la crise ». En effet, une question préalable se pose : peut-on encore parler de crise ? Et, d'abord, qu'est-ce qu'une crise économique ?

On peut la définir, me semble-t-il, par ces manifestations essentielles :

- la baisse généralisée de la production ;
- la contraction de l'ensemble du commerce international ;
- une forte et brusque augmentation du chômage ;
- la disparition des entreprises les moins « rentables ».

Deux périodes ont présenté une telle conjoncture : celle de 1974 et 1975, et celle de 1980 à 1982 où les pays de l'O.C.D.E. ont, dans leur ensemble, connu une baisse absolue du produit national brut (P.N.B.), et, en particulier, de la production industrielle. En revanche, de 1983 à 1986, les pays de l'O.C.D.E. ont enregistré une croissance, peut-être médiocre, mais continue : 2,9% en 1983, 5% en 1984, 3% en 1985 et 2,5% en 1986.

En France, la production industrielle se traîne à peine au-dessus de son niveau de 1980. En 1986, elle a augmenté de seulement 1,5% par rapport à 1985, et le P.N.B. était en hausse de 2%. La situation était d'ailleurs très inégale d'un secteur à l'autre : régression dans les biens d'équipement, mais augmentation de 2,5% pour les biens de consommation, 4% pour les biens intermédiaires, 7% pour l'automobile (après un effondrement en 1984 et 1985).

Morosité

Aux Etats-Unis la baisse du dollar n'a pas permis, jusqu'à présent, le redémarrage de l'économie. La croissance a été de 2,7% en 1986 contre 6,4% en 1984. La production industrielle n'a progressé que de 0,7% et, hors logements, les investissements ont baissé.

Quant à la chute des cours du pétrole, elle n'a pas eu les effets escomptés, les pays producteurs ayant réduit leurs importations (les pétro-dollars revenaient dans les pays industrialisés). En résumé, la situation est incertaine, marquée par des fluctuations, des reculs dans tel ou tel secteur. Le rythme des « trente glorieuses » est bel et bien brisé (le P.N.B. des sept principaux pays de l'O.C.D.E. augmentait parfois de plus de 6% par an, avant 1974). C'est la morosité, cependant, à l'évidence, on ne peut plus parler de crise économique, c'est-à-dire de baisse généralisée de la production.

On ne peut plus parler de crise mais, comme le note l'O.C.D.E., les quatre années de reprise — de 1983 à 1986 — n'ont pas eu d'effet sur le « marché » du travail. Trente et un millions de demandeurs d'emplois ont été recensés en 1986, dans les pays de cette organisation, soit plus de 8% de la population active (contre 17 millions en 1975, la deuxième année de la crise). Selon les experts ces chiffres ne bougeront pas en 1987.

Incompressible...

Non seulement le chômage est « incompressible » mais, en France tout particulièrement, il progresse inexorablement. Pour en revenir au niveau de 1979 (1 400 000 chômeurs) il faudrait créer plus d'emplois que pendant les dernières années des « trente glorieuses », ce qui constitue un objectif inaccessible. Une visée plus modeste, par exemple stabiliser le chômage au niveau de 1985 — soit 2,4 millions de chômeurs — exigerait une croissance annuelle de 4,2% de 1987 à 1991.

A-t-il (sa) raison ?

Avec une hausse du P.I.B. (produit intérieur brut) de 2,8%, l'I.N.S.E.E. prévoyait que 80 000 postes de travail (dont 65 000 dans l'industrie) disparaîtront chaque année, tandis que 180 000 entrées sont attendues sur le « marché » du travail, soit un écart de 260 000 ! Or, depuis cette analyse, les objectifs ont été révisés en baisse. Le taux de croissance retenu est de 2% pour 1987 et *Le Monde*, du 5 et 6 avril dernier, estimait que « *mieux vaudrait maintenant parler d'un taux de croissance de 1,5%, peut-être moins.* ».

La situation est analogue en Grande-Bretagne et, avec des capacités de production employées actuellement à 100%, l'Allemagne compte 2 millions de chômeurs.

Les causes

Ainsi, malgré une reprise indéniable bien qu'hésitante, non seulement le chômage se maintient à un haut niveau, mais il va certainement continuer à augmenter. Comme toute crise économique grave, la chute de production des années 74-75 et 80-82 a provoqué la disparition des entreprises les plus exposées et parfois de secteurs entiers, comme la machine-outil.

De plus, certaines productions ont été transférées dans les pays à faibles coûts salariaux et sociaux (Creusot-Loire avait été un pionnier en la matière avec le redéploiement de sa sidérurgie en Amérique latine et aux Philippines). Enfin, pour agraver les choses, on observe actuellement que les détenteurs de capitaux (ce sont toujours ceux qui décident...) préfèrent les placements sur les marchés financiers plutôt que dans les investissements, en raison notamment, des taux d'intérêts élevés et des possibilités offertes par la spéculation avec les variations des taux de change. Un grand patron reconnaissait récemment : « *La totalité des gros profits que nous avons encaissés l'an dernier provenaient de nos placements sur le marché financier* ».

Ces trois éléments ont leur importance, mais ainsi que Séguin l'a souligné, à Saint-Etienne, la cause essentielle de la progression actuelle du chômage se trouve dans l'augmentation constante de la productivité. Dans l'ensemble, malgré les cinq années de chute de production mentionnées ci-dessus, la production a augmenté considérablement depuis 1970. Celle des biens de consommation, en France, est en hausse de 55%, la production industrielle montant de 40%, mais avec de moins en moins de main-d'œuvre.

Une course sans fin

Il ne s'agit pas, bien entendu, d'un phénomène nouveau. L'augmentation de la productivité a été constante et rapide pendant les trois décennies qui ont précédé la crise de 1974. Si l'on prend la base 100 pour 1946, les résultats sont impressionnants. « *L'indice de productivité apparente par tête est, en 1972, de 461 pour le secteur des biens d'équipement et de 483 pour le secteur des biens de consommation* », écrit Guy Roustang dans son livre *Le travail autrement*. Il ne faut pas oublier, cependant, qu'après cinq années de guerre la production — et le pouvoir d'achat — étaient tombés à un niveau extrêmement bas (1). Pendant toute une période, les excédents de main-d'œuvre ainsi dégagés ont pu être absorbés assez rapidement par de nouvelles productions et le développement du secteur tertiaire, mais cette expansion ne pouvait être infirmée.

Cette incessante course à la productivité est la caractéristique essentielle du système capitaliste depuis qu'il existe. Elle ne s'explique pas par le désir conscient de développer l'économie et d'augmenter la consommation mais, uniquement, par la concurrence sans merci qui oppose les capitalistes dans la recherche du profit. C'est la source des fameuses « mutations technologiques ». Il s'agit, pour chacun, de bénéficier d'une « rente technologique » qui permet de rafler les marchés. Mais l'avantage n'est toujours que provisoire et il faut toujours recommencer. C'est ce qui fait dire à Guy Roustang que « *l'impossibilité de se satisfaire du niveau de productivité atteint est constamment justifiée par la " guerre économique " que se livrent les nations* ». Il aurait pu ajouter : et les capitalistes entre eux, dans une même nation.

Ainsi s'explique que presque tous les investissements réalisés visent à « rationaliser » la production, c'est-à-dire à supprimer des emplois.

Dans *Le bilan économique et social 1984*, Bruno Dethomas écrivait : « *la reprise économique, en France comme ailleurs, passe par l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Renault et Citroën, par exemple, utilisent huit mille personnes pour monter mille deux cents voitures par jour alors que Fiat en emploie six mille et les Japonais quatre mille. Conséquences, le quart des salariés devront quitter la construction automobile dans les quatre prochaines années.* ». Les constructeurs, on le sait, ont suivi les judicieux conseils du plumitif du *Monde*. Peugeot, par exemple, multiplie ces temps-ci les « licenciements secs » tout en engageant pour 7 milliards d'investissements avec la perspective de réaliser des gains de productivité de 8 à 10%.

Un autre cas entre des centaines : Usinor-Dunkerque veut liquider 1 585 emplois. Il existe un sureffectif, selon la direction, dû à « *une augmentation des gains de productivité* ». Par ailleurs, le Bureau international du travail de Genève (B.I.T.) annonce que le nombre de robots devrait tripler ou quadrupler d'ici à 1990 dans les pays occidentaux. Il note qu'un robot « *peut remplacer de deux à cinq ouvriers, tout en coûtant moins cher* ».

De redoutables potentialités

Séguin a raison parce qu'il n'envisage pas, évidemment, de sortir du système capitaliste. Il sait bien qu'il n'y a pas de politique de rechange car il ne s'agit pas de l'application d'une quelconque théorie, « libérale » ou autre, mais du cœur même de la mécanique capitaliste (2). Vouloir renverser la tendance, c'est vouloir l'arrêt de ce cœur, la mort du capitalisme et Séguin, bien sûr, ne le souhaite pas.

Proudhon avait prévu les conséquences du développement du machinisme (de la productivité) sous le règne de la propriété. Les « trente glorieuses » n'ont été qu'un intermède et on assiste inévitablement à l'aggravation de la misère pour, au moins, une partie du prolétariat, tandis que les richesses s'accumulent à l'autre pôle de la société.

Pour les travailleurs il n'existe d'autres recours que la résistance à outrance, sous toutes les formes possibles et imaginables. Il ne faut cependant pas perdre de vue qu'un mouvement social, aussi puissant soit-il, qui n'abattrait pas le Capital et l'Etat, n'aboutirait, au mieux, qu'à de précaires améliorations, vite reprises d'une façon ou d'une autre, comme après juin 1936 ou mai 1968.

La montée du chômage et la précarisation créent une situation porteuse de redoutables potentialités et qui, en l'absence d'un mouvement ouvrier capable de riposter, pourrait conduire aux antipodes d'une révolution sociale émancipatrice. Et pourtant, n'y a-t-il pas, plus que jamais, d'excellentes raisons de la vouloir cette révolution ?

Sébastien BASSON

(1) En 1955, selon le ministre du Travail, le pouvoir d'achat du salaire mensuel du manœuvre était de 14% inférieur à celui de 1939.

En 1959, la C.G.T. estimait encore à 14% le retard du salaire horaire moyen des métallos par rapport à celui de 1939. La progression des salaires, dans les 15 années qui ont suivi la guerre, a été très lente et très inférieure à celle de la productivité.

(2) Il ne s'agit pas non plus d'une « crise du capitalisme ». Il ne faut pas perdre de vue que le but des propriétaires des moyens de production, des détenteurs de capitaux n'est pas, n'a jamais été d'assurer la prospérité des peuples, la satisfaction des besoins, le plein emploi, mais seulement de réaliser le profit maximum et toujours à court terme. L'existence d'une masse de chômeurs n'est pas pour leur déplaire, car elle permet de peser sur les salaires et d'amoindrir les capacités de résistance de la classe ouvrière.

NOUVELLES DU FRONT

• « No future ! » Libre réflexion d'un officier dans un périodique militaire : « Lorsque je vins à l'Armée, sonnait le cessez-le-feu en Algérie, et s'envolait ainsi l'espoir d'imiter mes aînés. Il n'y avait plus d'Empire, plus de révoltes à mater, plus de terres à conquérir, mais le sentiment d'une Armée inutile que la France ne suivait plus et qui devait se reconvertir dans les techniques du monde moderne. » Ah, la nostalgie !

• Vingt marines rappelés aux Etats-Unis. On leur reproche d'avoir eu des « contacts » avec la population russe et de faire visiter à de drôles de touristes l'ambassade américaine de Moscou. Encore des victimes du « Faites l'amour, pas la guerre » et du rapprochement des peuples !

• Les militaires français, « stationnés outre-mer » (sic « le Monde ») : Tchad, Centrafrique, etc., ont reçu gratuitement de nouvelles tenues contre la guerre bactériologiques. Les ennemis déclarés de nos nobles troupes s'appelleraient M.S.T. et S.I.D.A.

• Le Parti socialiste (suisse) a proposé récemment que toutes les dépenses militaires soient soumises au référendum. Proposition rejetée par 60% des votants. Il a quand même obtenu la majorité dans trois cantons, près de 40% du total des voix, et posé le problème de l'armée (sujet tabou en Suisse). Rappelons par ailleurs qu'une « initiative » a été lancée, dans ce pays, par des groupes pacifistes et d'extrême gauche « Pour une Suisse sans armée ».

• Le Conseil de l'Europe a adopté lundi 6 avril une recommandation prévoyant que « toute personne soumise à l'obligation du service militaire qui, pour d'impérieux motifs de conscience, refuse de participer à l'usage des armes, a le droit d'être dispensée de ce service ».

• A ce propos, le gouvernement suisse a immédiatement déclaré qu'il n'était pas tenu par ce texte puisque le service militaire est obligatoire en Suisse et qu'il n'existe aucun moyen d'y échapper. Chaque année, lors des « exercices de répétition », les réfractaires peuvent être condamnés à des amendes, à des peines de 3 à 6 mois de prison et même... à être exclus de l'armée. Ils sont fous ces Helvètes !

• Le Centre d'information civique (C.I.C.) et le Comité national de liaison Défense-Armée-Nation (C.N.L.-D.A.N.) s'installent sur le minitel. Civisme au 3615 + CICINFO. Défense au 3615 + DANINFO. Tout sur l'actualité et l'évolution des institutions de la République. Tout sur l'armée : responsables, organisation territoriale, forces, budget, effectifs, écoles, etc. Et en plus, c'est payant...

Georges HOST

Incarcération d'Eric Hébert insoumis à l'armée

DEPUIS le 10 avril, je suis incarcéré à la maison d'arrêt de Loos en raison de mes idées politiques. Affecté le 5 février 1986 à la caserne de Douai, j'ai refusé de me soumettre et d'apprendre à tuer du fait de mes convictions antimilitaristes et anarchistes (cf. M.L. du 6 février, « Mon insoumission »). Le 2 octobre 1986, un avis de recherche est lancé contre moi pour le délit d'insoumission et c'est le 9 avril, en sortant du travail, que les gendarmes m'arrêtent.

Les forces de police me conduisent à la gendarmerie de Rouen où je suis « verbalisé » pour le délit d'insoumission et pour un collage d'affiches antimilitaristes effectué entre autres sur une caserne de la ville. Ce collage, avec les affiches de la C.S.R. et de la Fédération anarchiste, appelait à la manifestation du 10 avril à Paris. A ce sujet, mon véhicule sera perquisitionné et divers objets seront mis sous scellés, notamment la dernière brochure d'*Avis de recherche* sur les agents secrets militaires. Avec l'affaire des espions de la fusée Ariane de Vernon, cela n'est pas étonnant !

Je passe la nuit au mitard, appelé chambre de sûreté, pour partir le lendemain — sous escorte — à Lille, où je suis conduit au bureau du service national (2e région militaire). Là, un général décide de m'incorporer au 43e R.A. Je lui explique que mon insoumission est liée à mes idées politiques, notamment antimilitaristes, et qu'en conséquence il serait vain de m'y incorporer. Mais nous connaissons l'acharnement des militaires, qui ne brillent pas par leur intelligence, et je suis emmené manu militari (étonnant, non ?) vers 14 h 30 à ce régiment où l'on me « propose » par trois fois le symbole de la servitude de l'individu : l'uniforme militaire. Par trois fois, je refuse de le porter.

La procédure de refus d'obéissance — un titre de gloire pour un anarchiste ! — est effectuée dans la caserne même. A 8 h 30, le juge d'instruction Faure m'inculpe d'« *insoumission en temps de paix* » et de « *refus d'obéissance* ». Il décide, en plus, pour ne pas troubler l'ordre public (ou l'ordre militaire ?) de me placer en détention préventive, malgré mes vociférations concernant le délit de refus d'obéissance que je récuse.

La rapidité de la procédure et de mon incarcération est liée sans doute à la crainte des militaires de nos idées et aussi à un certain acharnement. C'est pourquoi, il est essentiel de faire pression sur le juge Faure et sur les autorités militaires pour la levée de mandat de dépôt (écrire au tribunal de Lille et au bureau du service national) : je pourrai ainsi bénéficier d'une liberté provisoire.

Quant à la prison, c'est vraiment le lieu de non-liberté tant décrié par notre ami Serge Livrozet et par des gens comme Roger Knobelspiess. Malgré tout je garde bon moral, même si le premier week-end a été horrible. Il est heureux qu'il existe une certaine solidarité entre taulards. Il n'empêche que je ne veux pas rester des mois et des mois dans cette taule, c'est pourquoi il faut m'écrire (1), faire pression sur les autorités militaires et judiciaires (2). Il nous faut renforcer la lutte antimilitariste, soutenir les réfractaires à l'armée, pour faire vaciller le pouvoir et l'armée (3). A vous de jouer !

Eric HÉBERT

(1) Eric Hébert, n°27372 D, cellule 459 A, 2, avenue du Train-de-Loos, 59374 Loos.

(2) Voir encadré ci-contre « Soutien, mode d'emploi ».

(3) Comité de soutien : B.P. 58, 76160 Darnetal. Répondeur antimilitariste : (16.1) 43.03.62.03.

Soutien mode d'emploi

Lui écrire (et lui envoyer de la lecture) : Eric Hébert, n° d'écrou 27372, maison d'arrêt de Loos, 2, avenue du Train-de-Loos, 59374 Loos-lès-Lille.

Envoyer des messages demandant sa libération immédiate :

• au Tribunal de grande instance de Lille, M. le juge Faure, avenue du Peuple-Belge, 59000 Lille ;

• au ministère de la Justice, place Vendôme, 75001 Paris (tél. : [16.1] 42.61.80.22) ;

• au ministère de la Défense, 14, rue Saint-Dominique, 75007 Paris (tél. : [16.1] 45.55.95.20).

Affiches et pétitions disponibles à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (tél. : [16.1] 48.05.34.08).

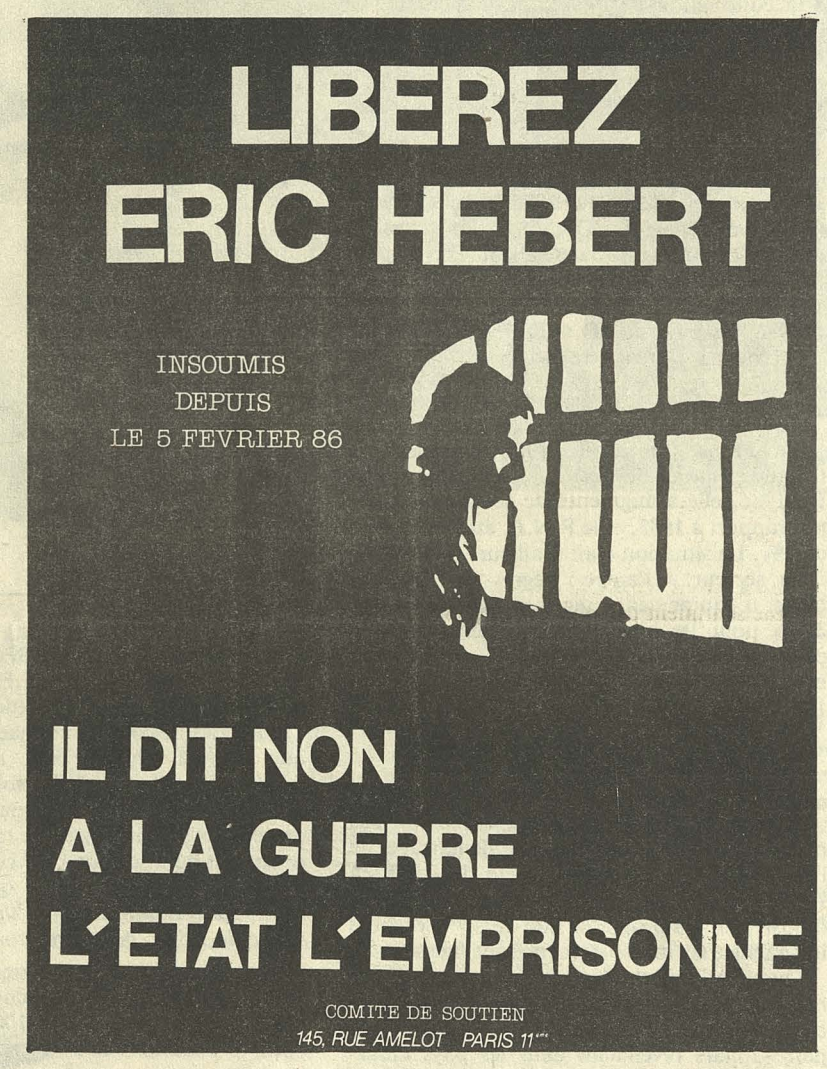
Communiqué de presse

« La guerre étant un crime contre l'humanité, l'armée l'outil qui permet à l'Etat de la déclencher, je refuse depuis le 5 février 1986 d'effectuer le " service national ". »

C'est pour cette raison qu'Eric Hébert, militant de la Fédération anarchiste, a été arrêté le jeudi 9 avril 1987, par la gendarmerie, et est depuis incarcéré à la prison de Loos. Sans revenir sur ses convictions, il est inconcevable qu'Eric aille en prison pour *délit d'opinion !*

Face à la répression contre les insoumis et la militarisation de la société, la Fédération anarchiste réaffirme ses positions antimilitaristes, et invite l'ensemble des militants et des sympathisants à soutenir Eric Hébert, en demandant sa libération et l'arrêt des poursuites à son encontre, ainsi que pour les autres réfractaires.

Fédération anarchiste



ERIC HÉBERT, INSOUMIS TOTAL PRISONNIER D'OPINION ET OTAGE DE L'ARMÉE FRANÇAISE DEPUIS 15 JOURS

OBJECTEURS INSOUMIS

Vide juridique

JEUDI 1er AVRIL 1987, 14 h 00, quatre objecteurs insoumis sont jugés par le tribunal de la Cour d'appel de Rennes. D'entrée, l'avocat de la défense plaide l'incompétence du Tribunal correctionnel de Rennes qui avait déjà jugé les quatre objecteurs et les avait condamnés à 4 mois de prison ferme et au retrait du statut d'objecteur de conscience.

En effet, deux arrêts de la Cour de cassation, l'un du 3 octobre 1986, l'autre du 18 février 1987 concernant l'affaire Sultot, Degré, et Morel, affirment que seuls les tribunaux désignés par l'article 2 du décret du 23 décembre 1982 sont compétents pour juger les objecteurs de conscience. En l'occurence, le Tribunal de grande instance de Rennes est considéré comme compétent, mais seule la Chambre spécialisée dans les affaires militaires peut juger des infractions comme l'insoumission ou la désertion.

En résumé, seuls certains tribunaux sont compétents pour juger les objecteurs de conscience (un seul par région militaire, Rennes pour l'Ouest), mais en plus seule une chambre spécialisée dans les affaires militaires peut rendre un jugement ; la composition de celle-ci (président, assesseurs et procureurs) étant choisie dans le tribunal compétent.

Après ces deux arrêts de la Cour de cassation, plus d'une centaine d'objecteurs de conscience devraient voir leur premier jugement cassé et renvoyé devant un tribunal de grande instance compétent et une chambre spécialisée.

Pourquoi cette situation ?

Aujourd'hui, tous les jeunes ayant obtenu le statut d'objecteur de conscience sont considérés comme des assujettis du service de défense, ce qui veut dire que tous les délits concernant l'insoumission ou la désertion, en temps de paix, relèvent du Code de justice militaire.

Voilà le pourquoi des jugements cassés ! L'exploitation de la loi ou plutôt du vide juridique laissé par la loi de juillet 1983 permet à beaucoup d'objecteurs insoumis de gagner du temps, mais ne laisse rien préjuger de bon pour les procès à venir. Les arrêts de la Cour de cassation faisant jurisprudence, c'est devant les chambres spécialisées que se retrouveront les objecteurs, et celles-ci maîtrisent parfaitement la loi concernant l'objection et ont évidemment comme ordre de mettre fin à l'insoumission.

Pourtant, d'autres artifices juridiques peuvent encore être utilisés. En effet, quelques objecteurs insoumis émettent l'argument qu'il n'y a pas d'insoumission en temps de paix, pour qu'il y ait insoumission, il faudrait se retrouver dans le cadre de l'application des ordonnances de 1959, ce qui n'est pas encore le cas.

Pour que ce soit reconnu, il faut des objecteurs allant jusqu'au bout des procès, c'est-à-dire reposant ce problème devant la Cour de cassation... et ça coûte cher, très cher !

FRANCIS
Gr. de Rennes)

« Vous avez dit citoyen ? »

LES 11 et 12 avril s'est tenu à l'A.G.E.C.A. le IIIe Forum des associations. Ce forum est devenu, depuis 1985, le rendez-vous privilégié pour les associations d'immigrés. Il est organisé par le C.A.I.F. (Conseil des associations d'immigrés en France).

Cette année, le thème retenu était la citoyenneté. Il n'est pas récent, mais il prend actuellement une place importante dans les réflexions des associations. « Texture et Miroir », des associations de Lille et de Roubaix proposent depuis le 21 mars 1987 la « carte de citoyen ». De très nombreux débats sont organisés autour de ce thème par de multiples associations et ce IIIe Forum s'inscrit plus particulièrement dans cette dynamique.

Bilan des années 80

Refaisons un historique des années 80, concernant l'égalité des droits. Cette revendication est sans doute la plus ancienne de celles qui sont actuellement mises en avant. Elle reste pourtant souvent occultée et occupe rarement la une de l'actualité. Elle provoque généralement un sentiment de rejet dans la classe politique et plus particulièrement dans la population. Nos chers Français ont la fibre nationale extrêmement développée et ne voient pas pourquoi des étrangers viendraient « commander » chez eux.

Il est très amusant de constater qu'un quart de siècle plus tôt, et de nos jours encore, il est admis que les Français ont eu le droit de commander chez les autres. Dans le même goût, on retrouve ensemble les ardents défenseurs de l'Algérie française, de la Kanaky française et des expulsions d'étrangers, Pasqua et Le Pen en tête. On retrouve ce même sentiment parmi les étrangers qui eux aussi ont leur patrie. Ils sont actuellement victimes, mais un rien pourrait les changer en bourreaux.

De temps en temps, une personnalité politique parle du droit de vote des étrangers. Il s'empresse ensuite de mettre au placard cette décision, gêné qu'il est par cet électorat dont il faut quand même tenir compte. Lui aura fait son possible, mais à l'impossible nul n'est tenu. Face à cette situation, électoralement parlant, les étrangers ont quand même proposé une solution à nos « gauchistes » qui gouvernaient le pays, la carte de 10 ans.

Il est évident que ce fut une avancée notable, administrativement parlant, pour les étrangers. Mais elle ne faisait qu'entériner une réalité de terrain. Les étrangers n'étaient plus ces passagers de l'ombre, mais bel et bien de nouveaux habitants de la France. A partir de là, après avoir fait plaisir à gauche et à droite : carte de 10 ans et centres de rétention, les étrangers se trouvaient incontestablement en meilleure situation. Mais cela devait se payer, car pour l'opinion et les hommes politiques, cette avancée impliquait un recul face à l'égalité des droits et son corollaire, le droit de vote.

La « deuxième génération »

Les années 80 furent aussi l'occasion de l'apparition des enfants issus de l'immigration, qui se trouvèrent seuls à porter tous les fardeaux de l'immigration. Leurs parents n'existaient plus réellement et même devenaient des morts-vivants. Cela permit d'accélérer le reflux de « l'égalité des droits », car ces enfants étaient Français ou le deviendraient. Double démarche qui, dans un premier temps, provoquait l'assimilation et dans un deuxième temps l'exclusion de l'ensemble des étrangers.

Quand nous parlons de reflux, nous parlons de la mouvance politique, ces thèmes restant toujours d'actualité au sein de l'immigration. Nous devons aussi constater que cela est arrivé aussi dans la phase où l'immigration est devenue la cible d'attaques de la droite, de l'extrême droite, mais aussi... du gouvernement socialiste.

L'intégration des immigrés aujourd'hui et demain

Après de très nombreuses manifestations, le mouvement associatif s'est engagé dans une phase de réflexion. N'oublions pas que très tôt il a revendiqué une place dans la société française. Le mouvement « beur », s'il y en a eu un, parlait de la vie de la cité, du quartier. Il ne dissociait pas les enfants d'étrangers et les autres.

Devant cette situation, il a bien fallu qu'il constate la nécessité de disposer de bases communes d'actions, donc de réflexions. C'est à ce stade qu'est arrivée la nécessité de trouver ou de réutiliser un concept indiquant la place des étrangers dans la société civile, mais aussi dans la vie politique. Le citoyen renaissait et les associations devaient, dès lors, mieux connaître ce que pouvait recouvrir ce mot.

Certains peuvent juger long et excessif de placer ce IIIe Forum dans une suite historique, mais il s'agit avant tout de replacer un moment dans une dynamique et de chercher s'il peut y avoir une rupture. Revenons au forum, qui s'est décomposé en deux carrefours : « *Vivre la citoyenneté aujourd'hui, est-ce possible ?* » et « *Demain une nouvelle citoyenneté : comment se pose la question à ce jour ?* ».

Le premier carrefour permit de mieux cerner quelles pouvaient être les pratiques associatives qui impliquaient des étrangers dans la vie sociale. Nous ne parlerons pas des constats tirés, mais il nous paraît fondamental de retenir certains points.

Peu d'associations présentes s'étaient réellement situées dans cette problématique et le débat à porté surtout sur « comment vivre la citoyenneté ? ». Bien sûr, la situation sociale des immigrés fut abordée, mais l'enjeu pour certains était la redistribution des richesses et la place des étrangers dans cette redistribution. Pourtant, certaines situations, non liées directement à la politique, montrèrent que les étrangers arrivaient à participer à certaines actions sociales ou syndicales, non spécifiques. Mais, il existe encore des terrains à occuper, et d'autres interdits (C.A., C.N.A.F. ou mutuelles).

Le deuxième carrefour trouva son intérêt tant par l'effort des jeunes de Lille sur la citoyenneté, passée et présente, que par le niveau des débats. On a pu constater alors, qu'en dehors d'intellos et de Lillois, peu de personnes s'étaient intéressées à la citoyenneté sur le plan théorique. Cela est loin d'être anormal, si on considère que les associations sont en train de produire des discours, des symboles autour du « citoyen ».

Des enjeux importants autour d'une idée simple

La citoyenneté est aussi une étrange arme de combat contre ceux qui attendent des étrangers un changement de nationalité. Il est plus facile de prendre la nationalité française que de contester l'idée même de nation, en ces temps où tout le monde parle de défense. Une arme à plusieurs tranchants, car si on regarde d'un peu plus près le paysage politique français, la citoyenneté constitue pour les jeunes étrangers une alternative à la nationalité.

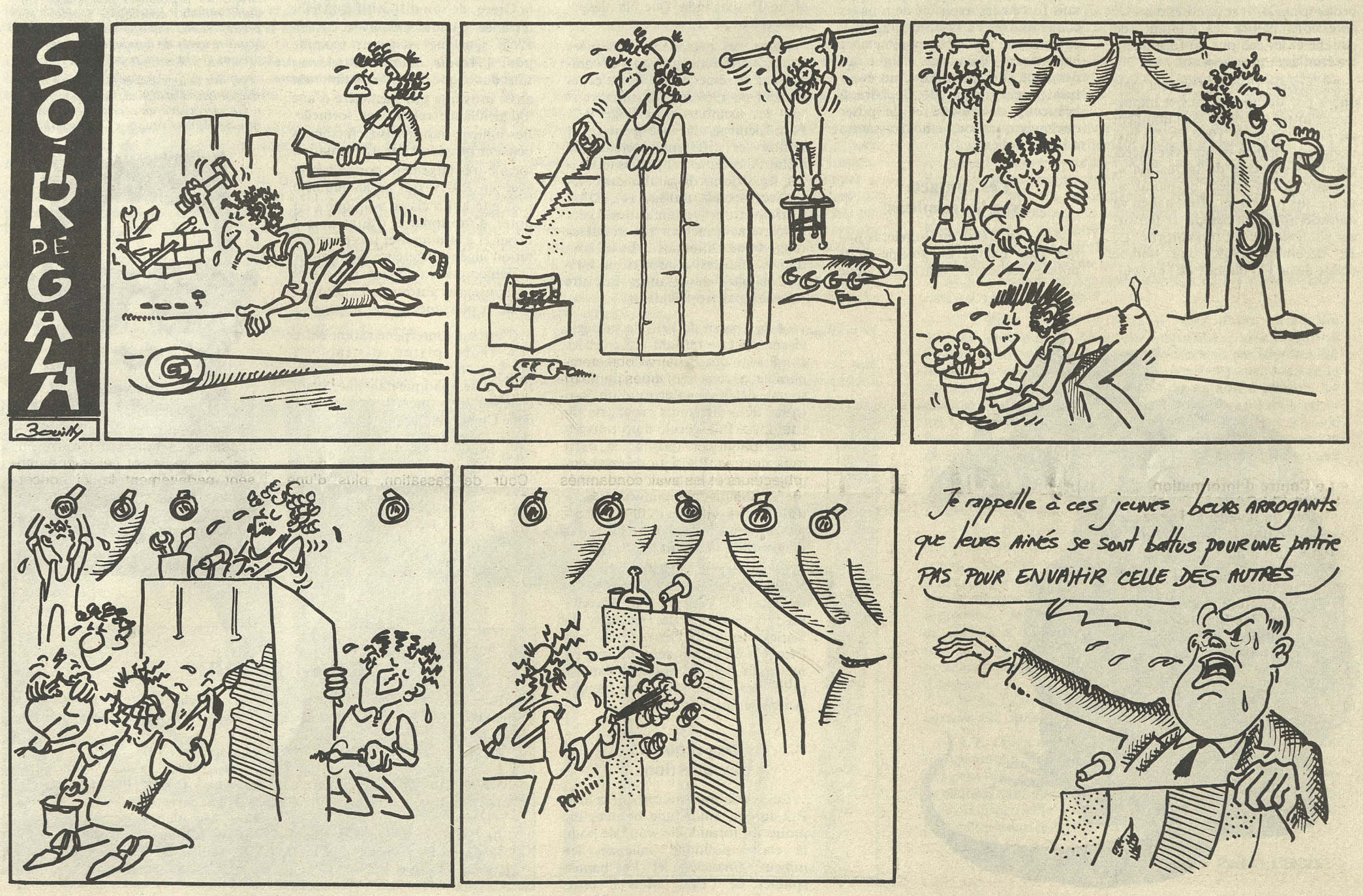
Contradiction dans laquelle on amène l'adolescent à choisir entre la famille ou la France. Il serait bien agréable de se passer des deux. Mais de fait, si les initiatives prises par le mouvement associatif concernant la citoyenneté pennent de l'ampleur, cela risque de démolir les stratégies mises en place par les partis politiques.

Bon an, mal an, près de 30 000 jeunes acquièrent la nationalité française. Ils sont devenus un enjeu électoral qui intéresse beaucoup de monde... Si ces derniers retrouvent dans les initiatives un certain nombre d'inspirations, ils risquent d'être une source de déstabilisation. Le risque est aussi grand pour des associations prônant l'inscription sur les listes électorales ou souhaitant se présenter aux élections. Ces associations jouent sur ces 30 000 jeunes et risquent de les voir s'échapper. Toute la légitimité qu'elles pouvaient en tirer disparaît. Petit constat en passant, les jeunes souhaitaient une parole autonome il y a 2 ou 3 ans. Maintenant, au nom de leur capacité politique, ils se posent comme étant l'expression de l'ensemble des étrangers. Chose qu'ils contestaient aux associations traditionnelles.

Les enjeux de ces débats sont loin d'être simples, et demanderaient sans doute de gros compléments d'informations. Mais si les associations immigrées arrivent à populariser l'idée de citoyen — l'homme qui vit dans un endroit donné a des droits et des devoirs —, on a des chances d'avancer à grands pas, vu les changements idéologiques importants en France.

Himbra CELLESAR

Un service régulier et pratique l'abonnement



INTERNATIONALE FASCISTE

Delle Chiaie le lampiste de l'Etat italien ?

STEFANO DELLE CHIAIE, activiste de l'extrême droite internationale, a été arrêté à Caracas. Impliqué en Italie dans plusieurs attentats, et notamment celui du 2 août 1980 à la gare de Bologne, son extradition à été demandée.

Un internationaliste du fascisme

Dans son ensemble, la presse et les grands moyens d'information se sont contentés d'annoncer la nouvelle sans y consacrer les titres fracassants dont ils sont pourtant si friands dès qu'il s'agit de terrorisme.

Stefano delle Chiaie n'est pourtant pas n'importe qui, car si son nom devient connu du grand public après l'attentat qui fit 85 morts et 210 blessés à la gare de Bologne, il a déjà à cette époque un long passé d'activiste.

En 1965, delle Chiaie est militant du M.S.I. (1) et il se fait la main en tabassant les militants des organisations de gauche du quartier romain où il habite. Mais il n'a pas le culte du localisme et au cours du premier trimestre 1968 il est en Grèce, avec une cinquantaine d'autres étudiants italiens fascistes, en relation étroite avec les tenants et les organisations du coup d'Etat des colonels.

A leur retour en Italie, commence un travail d'infiltration auprès, successivement, de groupes communistes, maoïstes et anarchistes. C'est à cette époque que commencent à apparaître d'éphémères groupes « nationaux-maoïstes » se déclarant anti-impérialistes, recrutant parmi les jeunes les plus démunis et les plus désorientés du sous-prolétariat (2), et spécialisés dans les agressions contre les militants de gauche et les campus où foisonnent les étudiants progressistes.

Les années 1968 et 1969 sont marquées par de nombreuses et importantes luttes ouvrières qui culminent durant l'automne 1969. Au « mai rampant » italien va bien vite succéder la « stratégie de la tention », prélude aux « années de plomb », processus par lequel l'Etat italien va considérablement asseoir et renforcer son existence et son autorité. Le 12 décembre 1969, une bombe éclate devant la Banque de l'agriculture de Milan faisant 17 morts et 88 blessés. L'enquête s'orientera immédiatement vers les groupes anarchistes (3), et il faudra de longues années et un long travail de contre-information et de contre-enquête pour établir « l'hypothèse fasciste ». Ce n'est qu'en 1972, et après qu'aura été dévoilé à l'opinion publique le rôle occulte joué par les services secrets italiens dans cette affaire, qu'une dizaine de militants fascistes seront inculpés comme auteurs de cet attentat.

Mais sans doute l'extrême droite italienne juge-t-elle la tactique d'infiltration trop peu payante, ou trop risquée. Elle n'a pas non plus l'intention de voir son activisme profiter à la Démocratie Chrétienne, sans tenter de réaliser elle-même sa propre idée d'un Etat italien fort. Toujours la référence aux colonels grecs ; ainsi les 7 et 8 décembre 1970, Stefano delle Chiaie est mêlé à la tentative de coup d'Etat fasciste du prince Borghese.

Fin 1973, une autre entreprise, le « complot de la Rose », est éventée. Alors les attentats commencent à se succéder : le 28 mai 1974, 7 morts et 90 blessés à Brescia ; le 4 août 1974, 12 morts et 48 blessés dans le train Italicus ; et enfin l'attentat de Bologne en 1980 pour lequel delle Chiaie est recherché. Jugeant plus prudent de quitter l'Italie, il n'en continue pas moins ses activités. En Espagne tout d'abord, où il participe aux commandos anti-E.T.A., puis en Amérique latine (au Chili, bien sûr, mais aussi en Bolivie aux côtés de Klaus Barbie et du groupe nazi des « Fiancés de la mort ».

Ainsi l'homme, qui a été arrêté à Caracas, est un des plus beaux fleurons du fascisme international, et sans forcément avoir été de tous les coups fourrés du fascisme italien, il en constitue une pièce extrêmement importante. Bien que l'Italie ait demandé son extradition, un éventuel procès risque de déplaire à beaucoup de monde et de poser quelques questions embarrassantes à l'Etat italien.

Les contacts avec les relations

Alors qu'il était en Bolivie, la justice avait chargé un groupe de la police italienne d'arrêter delle Chiaie, après la dictature. En fait d'arrestation, le commando chercha à le liquider. Car delle Chiaie en sait certainement beaucoup trop pour ne pas être un prisonnier encombrant.

Les différentes étapes de la stratégie de l'Etat italien pour se renforcer et juguler toute contestation sociale depuis les années 68 jusqu'à maintenant sont désormais bien connues, du moins dans les grandes lignes. Surtout depuis qu'en 1982, éclata le scandale de la loge maçonnique Propaganda Due, la désormais célèbre P.2.

Parmi les personnes impliquées dans les différents attentats et complots d'extrême droite qui s'échelonnent de 1969 à 1975, nombreux sont les membres de la loge P.2. Parallèlement, la loge pénètre et infiltre les différents secteurs de l'Etat ; à commencer par les militaires, les officiers de carabiniers et les services secrets italiens (4). D'où l'orientation systématique vers « l'extrême gauche » des enquêtes relatives aux attentats... Et les soudaines lenteurs d'instruction lorsque la piste des groupes fascistes devenait par trop évidente.

Mais à partir de 1976, la stratégie visant, par la « tension », à créer les conditions d'un coup d'Etat comparable à celui des colonels grecs semble délaissée au profit d'un contrôle des différents rouages de l'Etat. La P.2 recrute dans tous les partis politiques (hormis le parti radical et le P.C.I.), compte des députés, des sénateurs et de nombreux hommes de pouvoir. Outre les officiers supérieurs de différentes armes, elle compte aussi des magistrats.

Elle s'appuie également sur des financiers, des journalistes et pénètre jusqu'au Vatican. Paul Marcinkus, responsable des finances du Vatican et dont l'extradition vers l'Italie a été récemment refusée, est recherché par la justice milanaise pour ses liens avec la banque Ambôsianno, liée à la P.2.

Des réponses aux questions ?

Les révélations concernant la loge P.2 furent, sinon une bombe, du moins un formidable scandale pour la classe politique italienne, les milieux financiers et les hautes sphères de l'Etat. Mais il reste encore de larges zones d'ombres sur l'interpénétration et les ramifications d'intérêts parfois différents, en tout cas bien distincts, qui se sont conjugués pour transformer en une quinzaine d'années un des Etats européens les plus « faibles » en une véritable citadelle dont les prérogatives et les pouvoirs, notamment répressifs, font désormais référence.

Aujourd'hui, l'O.T.A.N. n'a plus à considérer l'Italie comme l'un des deux maillons faibles, avec la Grèce, de son dispositif en Méditerranée comme c'était le cas en 1965. Quelques frictions (comme pour l'*Achille Lauro*) ne relèvent sans doute que de l'affirmation tout aussi bruyante que passagère d'une indépendance relative et formelle. Les milieux industriels et financiers peuvent prospérer sur une situation sociale très largement normalisée et avec un P.C.I. qui ne les inquiète plus guère. La classe politique s'est dotée d'un appareil d'Etat apte à briser et à criminaliser toute contestation jugée dangereuse. Sur l'air de la démocratie en danger, elle a créé un consensus autour de la nécessité et de la puissance de cet appareil.

C'est sur l'interpénétration entre ces trois pistes distinctes : l'O.T.A.N., les milieux financiers et la classe politique italienne, ayant chacune leurs intérêts propres, que delle Chiaie peut apporter des précisions. Il a eu trop de contacts en Italie et d'appuis dans les pays où il a successivement poursuivi ses activités pour ne pas pouvoir éclairer certaines zones restées dans l'ombre. Car, jusqu'à présent, le scandale, s'il est remonté jusqu'à certains responsables (comme le général Miceli, chef des services secrets italiens en 1970 et membre de la P.2), n'a jamais permis de faire la lumière sur les commanditaires et les réels organisateurs de la politique de renforcement de l'Etat italien.

Qui était derrière Licio Gelli, le dirigeant de la loge maçonnique P.2 ? Qui a favorisé, financé ou laissé se développer l'éventualité d'un coup d'Etat fasciste entre 1969 et 1975 ? Pour quelles raisons, et qui a décidé de renoncer au « recours » fasciste à partir de 1976 ? La réponse globale à ces questions semble si évidente qu'elles peuvent prêter à sourire. Mais une chose est sûre : l'Etat italien n'organisera son propre procès que s'il en sort victorieux. Alors, soit le procès de delle Chiaie n'aura pas lieu, soit celui-ci n'a plus les moyens de jouer d'autre rôle que celui de lampiste.

Gérard COSTE
(Gr. Sabate)

(1) M.S.I. : Mouvement Social Italien, mouvement néo-fasciste d'Almirante. En contact avec de nombreux autres groupes néo-fascistes européens, notamment Ordre nouveau en France (d'où vient un des ministres libéraux de l'actuel gouvernement Chirac) et Fuerza Nueva en Espagne.

(2) Mode classique de recrutement des groupes fascistes, comme en témoigne actuellement l'intérêt manifesté par le National Front anglais et des groupes analogues français pour certains « mouvements » skins et hooligans.

(3) Cette enquête menée par le commissaire Luigi Calabresi sera marquée par l'assassinat, durant un interrogatoire dans les locaux de la police, de Guiseppe Pinelli, cheminot et militant anarchiste qui fut secrétaire de l'Anarchist Black Cross (organisation d'entraide anarchiste internationale envers les prisonniers politiques). Un autre militant anarchiste, Guido Valpreda, sera inculpé et finalement acquitté après de nombreuses années de prisons et plusieurs procès.

(4) Sur la loge P.2 et la stratégie de la tension voir l'article de Pepe Carvalho : « Un terrorisme au service de l'Etat », in Les OEillets rouges *n°2, mars 1987.*

Bibliographie

Pour en savoir plus sur les stratégies de l'extrême droite (et pas seulement en Italie), sur la loge P.2 et sur la stratégie de la tension, on peut lire quelques ouvrages :

L'Etat massacre, **collectif, éditions Champ libre, 1971 ;**
L'orchestre noir, **Frédéric Laurent, Stock, 1978 ;**
Stefano delle Chiaie, **Stuart Christie, Black Paper, 1984 (*Anarchy Magasine*, Box A., 84 b, White Chapel, Hight Street) ;**
Au nom de Dieu, **David Yallop, éditions Christian-Bourgeois, 1984 ;**
Le banquier du Vatican, **Rupert Cornwell, éditions Plon, 1985.**

Et parmi les revues : *Article 31, et précisément sur ces questions les* numéros 1, 3, 6 et 8.

PROCÈS

L'emmerdeur public n°1

ROGER KNOBELSPIESS a-t-il été irrémédiablement condamné avant le début du procès de Rouen et avant le début de l'instruction de Perpignan ? *Libération* conclut un article par : « *la prison l'attend pour vingt ans* ». Le reste de la presse dit : « *Roger Knobelspiess, pris la main dans le sac* ». De plus, j'ai personnellement entendu un greffier du tribunal de Rouen dire, en conversation privée avec un journaliste : « *on va le mettre à l'ombre pour longtemps, il nous foutra la paix* ». Le ton est donné.

Un « emmerdeur »

Et c'est vrai, Roger Knobelspiess ne « leur » fout pas la paix, c'est un emmerdeur, un empêcheur de juger en rond, il ne respecte pas les règles du jeu, il n'en finit pas de mettre les pieds dans le plat dès qu'il le peut, quitte à s'y brûler. A peine l'instruction judiciaire l'a-t-elle entre ses pattes et derrière ses verrous, qu'il se met à écrire des livres et à tenir une correspondance imposante avec des écrivains et des intellectuels. A peine l'intelligentsia en fait-elle un symbole, qu'il retourne boire un verre avec lopes et voyous...

Comment voulez-vous qu'il en sorte intact, que les passions haineuses ne se déchaînent pas dès qu'on l'enchaîne, qu'il ne se mette pas à dos flics, juges, journalistes et belles âmes de salon ? Personne ne supporte de ne jamais le voir où on l'attend, de le voir exhiber l'atroce solitude dont vingt ans de prison l'ont revêtu. Tout le monde voudrait s'en débarrasser comme on se débarrasse d'une dent de sagesse douloureuse.

L'emmerdeur ! Voyez un peu : en décembre dernier, il devait passer devant la Cour d'assises de Rouen pour des faits qu'il n'a pas commis (le signataire de ces lignes en témoignera cette semaine devant la même cour) ; en toute logique, il allait donc être acquitté à nouveau... Et bien non, il ne s'est pas présenté, arguant que la « Justice » a deux poids et deux mesures, que les flics qui ont tenté de le tuer en 1983 n'ont jamais été inculpés alors que lui-même n'y coupe jamais, dès qu'un tronc d'église est pillé dans la région d'Elbeuf dont il est originaire.

Cette fois-ci, menottes aux poings, le voici au tribunal. « *Accusé, levez-vous !* », « *Je refuse de me lever devant une justice revancharde !* ». « *Votre nom ?* », « *Vous le connaissez très bien !* ». L'emmerdeur ! Et en plus, il prétend en pleine audience que la parole d'un détenu vaut celle d'un avocat ! Il ne respectera donc rien ?

Désinformation

Si, il a toujours respecté la vie humaine. Il n'a jamais tiré sur personne, il n'a jamais pris quiconque en otage. Les journaux qui prétendaient le contraire, après son arrestation de Perpignan, sont de puants falsificateurs. La preuve : Roger, dans cette affaire, n'est inculpé ni de tentative de meurtre, ni de prise d'otage. Si jamais il avait commis l'un ou l'autre, vous pensez bien qu'on ne l'aurait pas loupé. Etonnez-vous si Roger injurie les journalistes, après cela !

Mais Presse, Justice et Police n'en ont cure. Cette semaine à Rouen, ce n'est pas une fusillade étrange (rien ni personne n'a été touché par les balles) qui sera jugée ; ce n'est pas un individu pouvant prouver son innocence (Roger n'était pas en Normandie au moment des faits et trois personnes en témoigneront) qui sera sur le banc des accusés. C'est ce qu'ils appellent l'Ennemi public n°1, et ils ont raison sur ce point : Roger Knobelspiess est leur ennemi, il n'a eu de cesse de dénoncer leur exorbitante dictature sur la vie des individus.

Les cowboys en action !

Il y a tout à craindre, que les faits et l'alibi ne soient que quantité négligeable au moment du verdict, qu'ils assomment le symbole de leur ignominie, qu'ils lui fassent, à nouveau, atrocement payer son insolence permanente et rien d'autre.

Une chose est sûre : c'est bien cela qu'attendent les flics en civil qui font le public du procès, c'est bien cela qu'attendent les journalistes dont les manchettes à la une sont déjà prêtes. Une autre chose est sûre : si jamais Roger est condamné cette semaine à Rouen, l'air de cette époque sera encore plus irrespirable.

Jimmy GLADIATOR

Les intertitres sont de la rédaction du Monde libertaire *(N.d.R.).*

INTERVIEW

EXTRADITIONS-EXPULSIONS

« Le soutien est indispensable »

IRÈNE TERREL, l'avocate des cinq Italiens menacés d'extradition, de Luisa Aluisini et de Paolo Néri qui ont effectivement été extradés le 25 mars dernier, s'est spécialisée dans les questions d'extraditions et d'expulsions depuis 1982. S'intéressant particulièrement à la question des Italiens (environ 400 Italiens se sont réfugiés en France depuis les « années de plomb »), elle a porté plainte pour attentat à la liberté et abus d'autorité à la suite des nombreuses irrégularités au cours des procès des sept Italiens.

— **« Le Monde libertaire » :** *Est-ce la première fois que les réfugiés italiens de France sont menacés d'expulsion, voire expulsés ?*

— **Irène Terrel :** Absolument. C'est la première fois que l'on utilise l'article 26 de l'ordonnance de 1945, c'est-à-dire la procédure d'urgence absolue, à l'encontre des Italiens. Certes, il y a eu récemment l'affaire de Pontoise, mais le cas était compliqué par les faux papiers dont ils étaient porteurs. Il s'agit là d'une erreur à ne pas commettre. Mieux vaut ne pas avoir de papiers du tout que de se promener avec de faux papiers.

— **M.L. :** *Comment expliquez-vous l'attitude du ministère de l'Intérieur, qui semble avoir brusquement décidé de s'attaquer aux réfugiés italiens ?*

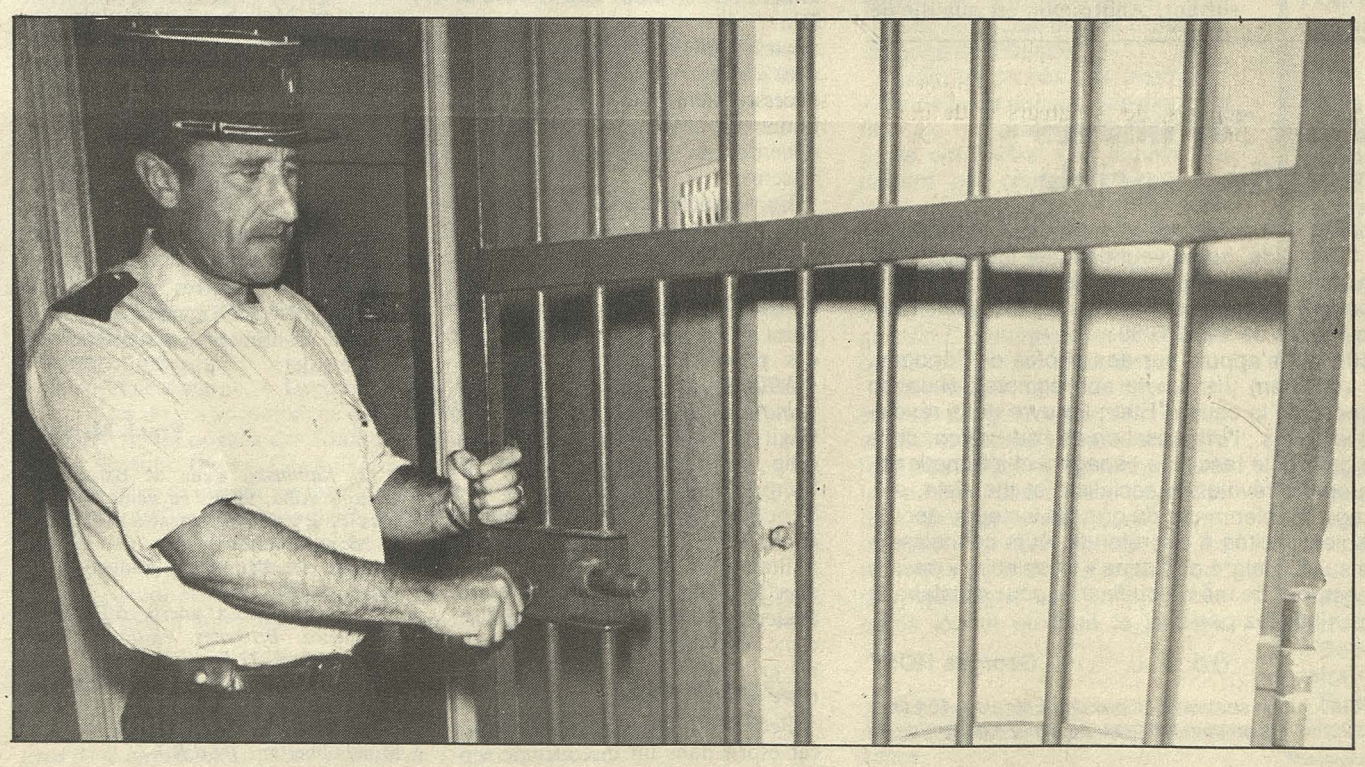
— **I.T. :** Je pense qu'il s'agit d'un concours de circonstances, d'une action ponctuelle qui ne se renouvellera pas. Mais, je suis peut-être trop optimiste. L'arrestation et les menaces d'expulsion se sont produites au moment où Scalfarro, le ministre de l'Intérieur italien, se trouvait à Paris. Et au même moment, se produisait à Rome l'assassinat d'un général. Bien que cet événement n'ait absolument rien à voir avec les réfugiés italiens de France, le ministre de l'Intérieur français semble avoir décidé de faire un geste « symbolique » envers l'Italie, pour réaffirmer sa solidarité contre le terrorisme.

— **M.L. :** *Vous avez porté plainte pour attentat à la liberté et abus de pouvoir. Pourquoi ?*

— **I.T. :** Parce que la précipitation avec laquelle les deux affaires ont été traitées et les irrégularités relevées, les procès des sept Italiens ont vraiment été des caricatures de la justice. Les réfugiés n'ont pas pu exercer leurs droits (téléphoner à leur avocat, à leur famille, recevoir des visites, du linge, etc.). Quant à la défense, elle a été empêchée. Nous n'avons pas pu assister au procès Néri et Aluisini, et nous avons été prévenus deux heures auparavant que les ordonnances pour Mazzochi, Peli, Tobia, Carera et Ferraglio allaient être rendues... Nous avons failli refuser de plaider, face à de tels agissements. Mais nous nous insurgeons surtout contre le fait qu'il s'agit d'extraditions déguisées en expulsions.

— **M.L. :** *Quelle est la différence entre une extradition et une expulsion ?*

— **I.T. :** C'est totalement différent : l'expulsion est une procédure policière, assimilable en fait à une lettre de cachet. L'expulsé est acheminé soit dans le pays dont il est ressortissant, soit dans un autre. Mais il n'est pas demandé par les autorités d'un pays dans lequel il est recherché. Dans le cas d'une extradition, il s'agit d'une démarche du pays du ressortissant, qui le recherche pour un délit.



Cette demande est examinée par les autorités judiciaires françaises. Si l'avis de la cour est défavorable à l'extradition, le gouvernement français ne peut s'y opposer, et la personne recherchée reste en France. Si l'avis de la cour est favorable, soit le ressortissant est livré aux autorités du pays dont il est originaire, soit le gouvernement français s'oppose à son extradition et l'étranger reste en France. Le cas s'est déjà produit. Enfin, il existe une procédure d'extradition partielle. C'est-à-dire que le pays du ressortissant le recherche pour plusieurs délits. La cour examine la demande, et donne son accord pour l'un des délits à l'exclusion des autres. Dans ce cas, la justice du pays demandeur doit théoriquement juger l'accusé uniquement pour le délit retenu par les tribunaux français.

— **M.L. :** *Dans le cas des sept Italiens, s'agit-il d'une extradition ou d'une expulsion ?*

— **I.T :** Pour Aluisini et Néri, il s'agit d'une extradition déguisée en expulsion. C'est une extradition, dans le sens où les deux accusés étaient bel et bien recherchés par la police italienne, qui les a cueilli dès leur descente de l'avion. Mais cette extradition s'est faite dans les conditions d'une expulsion. Le ministère de l'Intérieur a tout d'abord nié que les deux personnes soient recherchées par leur pays. Le procès s'est déroulé dans une précipitation telle que la défense n'a pu exercer ses droits. Il n'y a eu ni examen des charges, ni débat public, ni défense.

— **M.L. :** *Qu'en est-il des cinq autres Italiens, eux aussi menacés d'expulsion ?*

— **I.T. :** Ils ont été remis en liberté sous contrôle judiciaire, et j'ai bon espoir. Leur demande d'expulsion est toujours en cours, mais nous avons entamé une procédure de recours gracieux. Ce sont des gens qui présentent toutes les garanties, qui vivent au grand jour, à qui la justice française n'a rien à reprocher... Je rends d'ailleurs hommage au président délégué de la Cour d'appel de Paris qui a eu le courage de décider, tout seul, de la mise en liberté de ces personnages qu'on lui présentait comme étant des terroristes qu'il fallait expulser d'urgence.

— **M.L. :** *Le soutien qu'ont rencontré les réfugiés italiens compte-t-il, dans ce genre de procédure ?*

— **I.T. :** Bien sûr ! Il y a eu des réactions, et cela me paraît indispensable. S'il n'y en avait pas, cela signifierait que la justice peut faire n'importe quoi, que les lois peuvent ne plus être appliquées sans que la population s'en inquiète. Il est absolument indispensable que l'opinion publique soit vigilante, en particulier pour ce type d'affaires.

Propos recueillis par Pascale CHOISY

RENCONTRE-DÉBAT DE LA LIBRAIRIE

La révolution espagnole

1936-1986. Le cinquantenaire de la révolution espagnole est demeuré ignoré par les médias et les milieux dits « avertis ». Hasard ? Rien n'est moins sûr ! Examiner le « hier » éblouissant d'espoir sous les spots vacillants du présent peint aux couleurs grises de l'intégration social-démocrate, passer de Felipe Gonzales au grand élan de 1936, les comparaisons sont parfois difficiles à soutenir pour certains « recentro-socialistes ».

Si ce n'est quelques rééditions de classiques ou la parution de livres militants, autant l'intelligentsia que la classe politique ont détourné pudiquement les yeux de cette grande expérience sociale. C'est pourquoi, samedi 25 avril, la librairie du Monde libertaire (dès 16 h) et Radio-Libertaire (émission « Forum », de 11 h 30 à 12 h 30) essayeront de rompre ce mur du silence. Cette journée sera animée par des collaborateurs de la revue *La Rue*, Emile Témime, Frank Mintz et le groupe Sacco-Vanzetti.

Les thèmes abordés seront tirés des ouvrages suivants :
- ***Espagne libertaire*, n°37 de la revue *La Rue* (éditée par le groupe Louise-Michel de la F.A.) ;**
- ***Espagne 36, images de la révolution sociale*, album photos édité par le groupe Sacco-Vanzetti de la F.A. ;**
- ***La guerre d'Espagne commence*, d'Emile Temime, aux éditions Complexe ;**
- ***Espagne 1936-1937. La guerre dévore la révolution*, de Henri Paechter, aux éditions Spartacus ;**
- ***Ceux de Barcelone*, de Kaminski, aux éditions Allia ;**
- ***L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire*, de Frank Mintz, aux éditions La Découverte.**

Pour l'équipe d'animation, Thyde Rosell

« La guerre dévore la révolution »
de Henri Paechter

*« LES éditions Spartacus cus, écrit Pierre Broué, viennent d'éditer avec une note de Daniel Guérin et un avant-propos de Guy Sabatier, et sous un titre nouveau, une version remaniée d'un livre paru pour la première fois en 1938 sous le pseudonyme d'Henri Rabasseire et le titre d'*Espagne, creuset politique. *(...) La première édition, publiée chez Fustier, est depuis longtemps introuvable et l'analyse de Rabasseire est un précieux élément dans une discussion qui n'a pas fini de s'étendre sur les rapports entre guerre et révolution en Espagne. »* (1)

L'ouvrage comprend deux parties. Dans la première (« *Forces, problèmes, idées* », qui va de l'instauration de la République en 1931 jusqu'au soulèvement militaire du 18 juillet 1936, l'auteur brosse le tableau des conditions économiques, sociales et politiques qui font alors de l'Espagne un pays arriéré par rapport au reste de l'Europe. L'enjeu, pour l'ensemble des Etats occidentaux, c'est donc la modernisation du pays ; pour les différentes classes, qui vont bientôt s'affronter sur le terrain militaire, le problème agraire apparaît comme la question fondamentale.

Dans la seconde partie (« *Guerre et révolution* »), Henri Paechter démonte le mécanisme de la logique militaire qui, très vite, va l'emporter sur le dynamisme révolutionnaire et reléguer au second plan les objectifs de subversion sociale. L'originalité de Paechter (1907-1980) est d'avoir utilisé avec rigueur la méthode d'analyse matérialiste, dans l'esprit de son « maître » Karl Korsch. Elle lui a permis de mettre au jour le paradoxe qui est au centre de cette révolution : « *C'est un dogme de métaphysique sociologique qu'une révolution menacée de dangers extérieurs évolue à gauche ; elle ne le fait que si les classes révolutionnaires apportent une organisation nationale plus efficace. Les jacobins de 1793 avaient une nouvelle conception de l'armée et de l'administration ; en Espagne, 150 ans plus tard, les classes les plus avancées étaient anticentralistes et l'œuvre des jacobins revenaient aux thermidoriens* » (chapitre XII).

Les amis de Spartacus

(1) Henri Paechter, Espagne 1936-1937. La guerre dévore la révolution. *Paris, éditions Spartacus (édition revue et augmentée par l'auteur, tableau chronologique des événements, bibliographie), 236 pp., 90 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.*

« Espagne 36, images de la révolution sociale »

Cet ouvrage (1), publié par le groupe Sacco-Vanzetti de la Fédération anarchiste aux Editions de l'Entr'aide, ne se veut pas une thèse savante sur tel ou tel aspect de la révolution espagnole. Livre de vulgarisation — le mot paraît quelquefois obscène à certains intellectuels —, il souhaite présenter l'ensemble des événements de 1936-1939.

Vision raccourcie, bien sûr, qui s'appuie sur des photos de l'époque. Mais le Candide (au sens voltairien) y trouvera son compte : situation générale avant 1936, les élections, le coup d'Etat ; l'œuvre de la révolution dans les campagnes et les villes ; l'organisation de l'éducation, de la médecine... Sans oublier la guerre, le fascisme espagnol et international, le rôle des démocraties, la contre-révolution socialiste et marxiste, etc.

Le but ultime de cet ouvrage est bien entendu que les lecteurs, découvrant ce monde nouveau, soient incités à approfondir leurs connaissances. La bibliographie sur ce sujet, malgré quelques « trous noirs » encore trop nombreux en français, est tout de même suffisante pour satisfaire la curiosité de l'amateur. Alors n'hésitez pas !

Georges HOST

(1) Espagne 36, images de la révolution sociale, *Editions de l'Entr'aide, 154 illustrations, 95 pp., format 205 × 292, textes en cinq langues, en vente à la librairie du Monde libertaire, 100 F.*

Nouveaux regards sur l'Espagne de 1936-1939

TROIS ouvrages d'inspiration différente nous offrent la possibilité d'approfondir nos connaissances et de reprendre des problèmes fondamentaux de refonte de la société. Si le livre de Kaminski (1) est une réédition de 1937 d'un reportage fait uniquement en Catalogne le dernier trimestre 1936 (2), et celui d'Emile Témime (3) est un condensé rédigé par un universitaire célèbre, et enfin si la revue *La Rue* consacre des articles militants à *L'Espagne libertaire* (4), fort curieusement, ces trois ouvrages se complètent.

Ceux de Barcelone

Le Kaminski qui écrit n'est pas celui que nous connaissons, auteur d'une biographie de Bakounine (bien faite et parfois émouvante). En fait, c'est sûrement pour se racheter de bien des aspects superficiels de *Ceux de Barcelone* sur les anarchistes, que Kaminski a dû rédiger l'année suivant son Bakounine.

Dans *Ceux de Barcelone*, on note du reste une évolution sensible de style : ironique, et même perfide dans les premiers chapitres (l'interview de Federica Montseny, les remarques sur le manque d'organisation des Espagnols), Kaminski finit par vibrer avec les combattants en visitant le front et les dernières pages représentent une admiration sincère.

Sachant mal l'espagnol et le catalan, peu informé du passé (l'affirmation répétée à deux reprises que le gouvernement catalan a pris le nom de « Généralité » pour ne pas froisser les anarchistes qui y participaient, l'ignorance de l'existence de Castellon, sont typiques de l'ignorance de certains journalistes écrivant sur n'importe quoi, n'importe comment) ; Kaminsky porte également de solides œillères. Sa célèbre description du communisme libertaire, à Alcora, est certes fidèle mais elle rabaisse l'anarchisme : « *Ce serait une erreur d'y voir quelque chose de plus qu'une* tentative de paysans *d'établir le communisme libertaire, et de la critiquer trop sérieusement.* » Pour Kaminski, l'anarcho-syndicalisme convient aux prolétaires espagnols, « *religieux* », « *messianiques* ».

Kaminski voyait l'Espagne à travers son prisme d'intellectuel de gauche : si le paysan d'Alcora lui fait penser à un moine, au chapitre suivant, Andrés Nin est qualifié de « *très intelligent* », car Nin a été secrétaire de Trotski et a traduit Dostoyevski en catalan, alors que le cenetiste d'Alcora ne faisait que la révolution sociale... Pourtant, la tête de Nin peut tout aussi bien rappeler un inquisiteur qu'un gratte-papier ou un brillant militant, suivant les fantasmes colportés. Et Kaminski reproduit « religieusement » les mots de Nin, alors qu'ils sont au moins aussi sujets à l'ironie et à caution que ceux de Montseny.

Quel intérêt présente ce livre ? D'abord les témoignages sur les libertaires qui sont exacts et, en dépit de la mauvaise volonté, le souci d'évoquer la lutte des syndicats C.N.T. et U.G.T. pour faire la guerre et la révolution. Kaminski montre bien que les catalanistes « *suivent la révolution, mais en sont l'aile droite.* » L'interview de Companys est également révélatrice du choc que seront les journées de mai 1937. C'est peu par rapport à la lucidité de Berneri, mais c'est beaucoup pour un journaliste de gauche.

La guerre d'Espagne

Témime a essayé de repousser la chronologie banale et la description de faits connus pour insister sur l'avant-guerre et l'après-guerre. Il le fait bien, heureusement, car il nous prive de pratiquement toute la guerre, c'est-à-dire en particulier des réalisations anarchistes.

De plus, le désir de concision entraîne des « bavures » : l'affirmation de simple putsh (p. 12) est contredite par les préparatifs avec Mussolini (p. 22, 24, 82) ; dire que Carrillo sera secrétaire du parti communiste est vrai, mais pour les années 50-80, alors que le rôle de Diaz, les combines politico-sexuelles de la Pasionaria concernent la guerre et l'après-guerre ; écrire que José Antonio est mort en juillet (p. 25), mais en fait en novembre (p. 131) est une faute de relecture.

En revanche, céder au cliché de style facile et écrire de Franco qu'il « *rejoint les partisans de l'action directe* » (p. 20), c'est de la stupidité. Ma seule critique de fond est le point de vue de Témime au terme des premiers jours de combats : « *Militairement parlant, il n'y a ni vainqueur ni vaincu.* » (p. 58). Il s'agit là d'une vision à posteriori, celle de l'histoire qui sait, or l'impression des Espagnols de l'époque était majoritairement euphorique : on avait vaincu des militaires à Madrid et Barcelone, avec les seules forces syndicales qui avaient entraîné même la police, donc, avec des armes plus puissantes et la stimulation de la victoire reste serait facile.

Federica Montseny reflétait bien cet esprit dans un discours de septembre 1936 : « *Le fascisme pouvait être battu efficacement et définitivement en une semaine ou deux maximum* ». Et Témime montre brièvement cet espoir de reconstruction sociale (p. 73-75) qui n'aurait certainement pas jailli, si les travailleurs avaient eu conscience que leur lutte était indécise, voire condamnée.

Témime a trouvé des textes dithyrambiques sur Franco, au moins aussi savoureux que ceux qui furent écrits sur Staline. Et si Témime dénonce, à juste titre, le culte de la personnalité voué à Durruti mort, il aurait pu tout bien pesé le rattacher aux années trente, plutôt qu'à l'Espagne, car Durruti vivant n'a jamais cultivé un rôle de chef comme Gil Robles, José Antonio, Doriot, etc.

L'Espagne libertaire

La guerre 36-39, on la trouve dans *La Rue* et elle était dans la rue, les usines et les campagnes. La revue a su allier l'évocation et la nécessité de la critique. L'article de J.-M. Raynaud sur mai 1937 à Barcelone pose nettement le problème des idées libertaires et de la notion du pouvoir, avec une bonne information et une agressivité de bon aloi. Roland Bosdeveix, tout en parlant de collectivisation libertaire, aboutit lui aussi aux rapports du Pouvoir et des libertaires, et il semble qu'il sympathise fort avec la thèse de César Lorenzo de la collaboration gouvernementale, tout en concluant — curieusement — qu'elle est néfaste.

L'intérêt des contributions est qu'elles dépassent les tensions et montrent les difficultés, tout en informant. En ce sens, le témoignage de Melich est exemplaire et nous mène de l'après-guerre à la pénible situation actuelle de l'anarcho-syndicalisme espagnol.

Visiblement, J.-M. Raynaud et R. Bosdeveix posent le problème du Pouvoir et des libertaires aujourd'hui, c'est-à-dire avec et malgré les autres tendances, au milieu des travailleurs. J'espère que *La Rue* ou d'autres publications vont permettre à Raynaud et Bosdeveix de continuer leurs réflexions sur ce sujet.

Frank MINTZ

(1) Kaminski, Ceux de Barcelone, éditions Allia, 99 F, en vente comme tous les livres de cette page à la librairie du Monde libertaire.

(2) Je cite d'après une traduction en italien de 1966.

(3) Témime, La guerre d'Espagne commence, *Bruxelles, éditions Complexe, 156 pp, 37 F.*

(4) L'Espagne libertaire, *éditions La Rue, 50 F.*

Les intertitres sont de la rédaction du Monde libertaire *(N.d.R.).*

1er mai : gala Radio-Libertaire

Vendredi 1er mai, à 20 h 30, Radio-Libertaire vous convie à une soirée gala en soutien à la station au Théâtre libertaire de Paris. Jean Guidoni et France Léa (qui chanteront sans toucher de « cachet », notons-le) donneront à cette journée de lutte une touche de lumière et de qualité.

Prix des places : 100 F et 80 F (avec la carte de R.-L.). Réservation immédiate au T.L.P.-Déjazet, 41, boulevard du Temple, Paris 3e, et à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris 11e (tél. : [16.1] 48.05.34.08).

Jean Guidoni La passion des damnés

LA chanson française est intelligente et de qualité. Elle pourrait rivaliser avec les meilleures productions étrangères au niveau national et international. Voici, en substance, ce qu'affirmait il y a peu Jacques Chirac. Nul doute qu'en tenant ses propos, le vizir de Matignon avait à l'esprit l'exemple édifiant de Jean Guidoni.

Soyons sérieux. Les tenants de l'ordre médiocratique, les sbires du système idio-visuel exercent une véritable censure à l'encontre du talent. Au pays des berlusconneries et des tapie-brosses, la qualité est devenue la plus élémentaire des subversions.

Alors, la mise à l'index, Jean Guidoni l'a bien cherché ! Chanter le désespoir et la passion des réprouvés, damnés de l'amour ou de la terre n'ouvre pas automatiquement la porte des supermarchés. Sans parler du « Top 50 ».

Cet interprète est un des premiers et des rares à hurler que les suites de Matthaüsen se jouent jusque dans les chiottes de l'Amsterdam-Saint-Lazare ; que l'obscénité des ghettos trouve sa source dans celle du fric, du sexe normalisé et de la politique.

Guidoni dérange, c'est vrai — on ne peut pas tous naître princesse et Monégasque ! C'est vrai, mais ce n'est pas tout.

Son succès s'explique aussi par la dimension et la force d'une interprétation violente, sensible, sensuelle en un mot. Qui a vu cet animal traqué sur scène, aux Bouffes du Nord ou à l'Olympia, a compris que la môme Piaf avait au moins un héritier. Car Guidoni, pour dénoncer et s'impliquer, n'en est pas moins un chanteur populaire, au sens où justement Piaf pouvait l'être.

Rendez-vous donc avec ce damné, dans l'arène du Théâtre libertaire de Paris, le 1e mai, à 20 h 30. La violence et l'espoir.

LUCIANO

Histoire de France (Léa) (jeu de mot facile)

LE jour de sa naissance, dix petites fées se sont penchées sur son berceau, ce qui faillit foutre un sacré bordel. La première dit : « *Tu seras une femme* » (car ses chaussons étaient roses). La seconde ajouta : « *...qui chante* », ce qui ne l'avançait guère. La troisième précisa : « *...bien* », ce qui l'avançait beaucoup. La quatrième agita une baguette en forme de micro : « *En plus, tu diras des textes courts entre tes chansons* » (elle ne connaissait pas le mot « sketch »).

La cinquième y alla de son mot : « *Tes textes parleront de la femme ; Louise avec ses angoisses de balance, du Charlie qui se refuse à elle, de celui qui se refuse à partir, et de celui qu'on-ne-s'aime-pas-que-c'en-est-super* ». ; *et elle but un coup car elle avait beaucoup causé. La sixième, jalouse, la maudit : « Tu feras plein de salles, du Tourtour à l'Olympia, mais pas de disque* ».

La septième insinua son nez : « *Je m'appelle Anne Sylvestre et j'aimerai beaucoup ce que tu feras* ». La huitième renchérit : « *Moi, c'est Gilbert Lafaille, j'aimerai aussi beaucoup ta gouaille ; mais j'ai l'air con en petite fée* ». La neuvième était toute vêtue de noir : « *Quand les anars auront besoin de moi au T.L.P., le 1er mai 1987, tu feras ma première partie* ». On dit que tous ces vœux sont réalisés à l'heure actuelle ; affaire à suivre.

N.C.

« Les mémoires de Géronimo »

IL était une fois un peuple primitif. Moitié-éleveur, moitié-chasseur, guerrier mais non agressif et qui ne désirait qu'une seule chose : vivre en paix. En osmose totale avec la nature qui, dans la région, ne manquait pas de fournir ses richesses alors inépuisables, il était constitué de tribus autonomes occupant chacune un territoire précis sans se soucier d'hégémonie ou d'expansionnisme, concepts pervers importés plus tard par les Blancs.

Justement les Blancs. Ils ont appelé ce peuple les Indiens. Vocable immérité, mais c'est sans importance réelle, et ce sont eux qui sont à l'origine du plus grand génocide que notre humanité ait jamais connu. Ce furent les Mexicains, tout d'abord (dont on raconte qu'ils avaient presque autant de généraux que d'hommes de troupe), puis les Américains du Nord : horde composite d'anglo-saxons, qui furent à l'origine de massacres.

Les méthodes n'ont rien d'extraordinaire, simplement une horreur banale, des traîtrises, des reniements et des massacres. Il n'y a qu'à imaginer la farine de maïs saupoudrée de strychnine pour comprendre que les Blancs étaient prêts à tout. On comprendra d'autant mieux l'acharnement des Blancs, quand on aura dévoré ce formidable livre, témoignage sur le vif du célèbre chef apache Géronimo.

Une société différente

Des années de combats pour venger sa famille entièrement massacrée dans une embuscade par des Mexicains et puis l'engrenage... Géronimo, chef de la tribu des Chiricahua, nous conte sa vie presque entièrement passée au combat. C'est là que le mythe en prend un vieux coup.

Un mythe qui a dévoyé l'esprit d'une civilisation originale. Les « sunlights » d'Hollywood, les bandes dessinées (à quelques exceptions près), nous ont montré des « Peaux-Rouges » sanguinaires, faces de terre cuite en tout genre, fourbes et cruels. Mais Géronimo nous fait revivre une société où la terre n'est qu'une matière au même titre que l'air, l'eau ou le soleil et montre aussi que l'absence de lois écrites n'est pas un gage de décadence.

Dans les procès par exemple : « *On ne pose aucune question aux témoins qui disent simplement ce qu'ils ont à dire. Les témoins ne prêtent pas serment parce que nous ne croyons pas qu'ils puissent faire un faux témoignage dans une affaire qui touche leur peuple (...) Si l'accusé est jugé coupable, c'est l'offensé qui décide de la sanction, généralement confirmée par le chef et ses assistants...* »

Géronimo a terminé sa vie prisonnier de guerre dans un camp, à cultiver des pamplemousses. Ce livre pathétique et fort montre, une fois de plus, que la force a primé le droit. Une force nourrie par l'esprit chrétien sur un monde où les Hommes donnaient l'argent reçu des Mexicains aux enfants pour qu'ils jouent ou bien le jetaient.

J.-P. GÔ

Géronimo, Les mémoires de Géronimo, *éditions La Découverte/Voix, 70 francs.*

Les frères Amara se font une scène

ON n'a pas coutume à Paris de voir les frères Amara se produire sur une scène de spectacle. Depuis sept ans, ils habitent la rue, avec leurs orgues de barbarie, leur limonaire et leur répertoire populaire. Pourtant hors de la capitale, ils tournent beaucoup : en province avec les Jeunesses Musicales de France, et à l'étranger (plus de vingt pays) avec l'Alliance française. Ils incarnent alors une certaine tradition de la chanson française : la chanson populaire.

Se déclarant ouvertement anarchistes, n'hésitant pas à commenter l'actualité et à dénoncer les injustices, le racisme, entre deux chansons — qui d'ailleurs ne sont souvent pas tendres non plus —, ils refusent les règles du show-biz. Ils tiennent à contrôler entièrement ce qu'ils font, ne sont prêts à aucune concession pour qu'on parle d'eux, pour qu'on les fasse passer à la radio ou à la télé.

Ce qu'ils aiment, c'est le rapport direct qu'ils ont avec le public. Mais, chanter dans la rue est beaucoup plus difficile que dans une salle ; il faut non seulement que les gens s'arrêtent, mais qu'ils restent à écouter. C'est pourtant au T.L.P. qu'ils ont décidé de présenter un spectacle — qui n'a pas grand chose à voir avec leurs performances en plein air. Avec la participation d'un troisième larron, Jacky Foehr et de son accordéon, ils chanteront sans leur orgue habituel.

En première partie, « Découvrances », où Jean-Claude Amara chantera ses propres textes, accompagné à l'accordéon ; ensuite, son frère, Jean-Paul, interprètera des extraits des *Soliloques du Pauvre* de Jehan Rictus et des poèmes de Bernard Dimey. Ce choix des auteurs n'est pas récent ; souvent, entre deux cartons, se glissait un texte de Rictus. Et ils sont extrêmement sensibles à cette forme littéraire populaire. Dans le même esprit, ils ont à leur répertoire Gaston Couté, mais aussi Jacques Prévert, Boris Vian, Aristide Bruant, et Georges Brassens, Charles Trénet...

Alors, jeudi prochain, rendez-vous est donné à tous ceux qui ont un jour croisé au coin d'une rue l'orgue des frères Amara, et qui s'y sont arrêtés, et à tous les autres...

Anne DUNOYER

T.L.P.-Déjazet, jeudi 30 avril, à 20 h 30. Prix des places : 70 F (réductions aux porteurs de la carte de R.L. et aux abonnés du T.L.P. : 50 F).

Programmes de Radio-Libertaire

Jeudi 23 avril

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : le père du rock and roll, Big Boy Crudup, et bien d'autres : Chuck Berry, Little Richard...
« Femmes libres » (12 h à 14 h) : la place de la femme dans la société chinoise (suite).
« Contes en liberté » (18 h 30 à 20 h 30) : avec Suzanne Esquinezer, Jean Bourdin et Colette Estin.
« Jazz en liberté » (22 h 30 à 3 h) : coup d'œil sur les festivals « promis » pour l'été.

Vendredi 24 avril

« H. comme hasard » (12 h 30 à 14 h 30) : les ruines du futur (suite).
« L'invité quotidien » (19 h à 21 h) : fragments d'un moi contemporain (4e émission de cette série). Le thème de cette soirée : « critique et modernité ».

Samedi 25 avril

« Emission antinucléaire » (9 h à 11 h 30) : le point sur les derniers avatars de Superphénix.
« Forum » (11 h 30 à 12 h 30) : il y a cinquante ans l'Espagne, avec comme invités des collaborateurs de « La Rue », Frank Mintz et Emile Temime.
« Chronique syndicale » (12 h 30 à 14 h 30) : les perspectives de la semaine prochaine en matière de Premier Mai.

Dimanche 26 avril

« Hua y guang bo » (8 h à 10 h) : émission en langue chinoise.
« Matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : Guernica, le national-catholicisme.
« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : programme musical spécial printemps.

Lundi 27 avril

« Etranger d'ici et d'ailleurs » (12 h à 14 h) : le renouveau de l'Islam en France.
« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : les plantes médicinales.

Mardi 28 avril

« Le petit observatoire de la désinformation » (9 h à 10 h) : observation de la presse.
« Music-Hall » (10 h à 12 h) : l'émission du Théâtre libertaire de Paris.
« Les humeurs criminelles » (12 h à 14 h) : quoi de neuf en 1987 ?

Mercredi 29 avril

« Musique sur tous les toits » (10 h à 12 h) : Jean-Pierre Drouet, percussionniste.
« Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : pour une psychiatrie populaire (suite).
« Humeurs » (18 h 30 à 20 h 30) : le français écorché, avec Jean-Pierre Colignon, correcteur au « Monde ».

LYON

Ratonnade sur les Pentes

DANS la nuit du vendredi 10 au 11, des militants de « base » du Front national ont voulu nous donner un avant-goût des méthodes et des moyens qu'ils entendent utiliser systématiquement dans l'avenir pour faire respecter l'ordre et la moralité publiques. En quelque sorte, ils ont tenté de faire des pentes de la Croix-Rousse un laboratoire d'expérimentation sociale.

Le Front national fait de l'exercice

Les « gones » ont apprécié : ratissage des rues en tenue de combat, avec matériel approprié : matraques, gourdins à clous, pistolets à grenaille ; molestage d'une personne qui venait de décoller une affiche à chaud ; course-poursuite aux cris de « *Vive Le Pen !* » derrière tous les basanés ; menaces contre certains bistrots « malfamés » ; destruction de boîtes aux lettres où figurent des noms à consonnance étrangère, ainsi que celles du C.U.L. (Collectif unitaire lyonnais) et du Théâtre 44 ; coups de feu tirés en l'air, etc.

Cette atmosphère de peur, de violence et de terreur a duré plus d'une heure, de 23 heures à minuit. Pourtant, dès 22 h, un habitant avait prévenu la police que de petits groupes armés stationnaient dans une impasse. Mais que faisait la police, au juste ?

Jusqu'à 23 h 43, rien. Elle sort, mais elle attend. Première complicité. Puis, elle débarque en force (12 voitures et 5 fourgons) et coince un groupe d'une quinzaine de fascistes. Elle contrôle les identités et stocke les armes dans une voiture qui démarre vers une destination inconnue. Deuxième complicité. Un ouvrier immigré vient à passer. Il fait les « trois huit » et rentre de son travail. Quelle erreur ! Les nervis se jettent sur lui, le bousculent, l'insultent avant que les « forces de l'ordre » (!) ne se décident à intervenir. Troisième complicité.

Deux jeunes Arabes sortent de chez « Ivan », un bistrot où on joue au billard, et insultent les fascistes. Ceux-ci les accusent de les avoir agressés. Prompte intervention de la police qui leur passe les menottes et les bousculent jusqu'à un fourgon où les attendent trois militants fascistes... sans menottes. Quatrième complicité. Tout ce beau monde part au commissariat du 1er arrondissement. Libération presque immédiate des nervis, après que ceux-ci aient porté plainte pour agression, et garde à vue des deux Arabes. Cinquième complicité.

Vous avez dit « complices » !

Samedi matin, on entend de drôles d'échos sur les Pentes. Spontanément des personnes vont témoigner à la police. Ils s'entendent répondre « *qu'il n'y a pas de quoi fouetter un chat* » et leurs témoignages ne sont pas enregistrés. Sixième complicité.

Dès le début de l'après-midi, des affiches sont faites à la main et collées dans le quartier. C'est un appel à venir porter son témoignage par écrit au C.U.L., qui les regroupe en vue d'organiser une riposte collective. Un tract est rédigé, dénonçant les fascistes et les flics et appelant à réagir. Et ça marche ! Les gens des Pentes commencent à bouger et viennent raconter leur version des faits au C.U.L., vu que du côté des flics il y a obstruction systématique.

La « contre-attaque » est lancée et va devenir une petite affaire nationale. Notre seul « mérite » a été de pouvoir réagir vite et d'inciter les gens à organiser une riposte collective. Très rapidement, nous avons disposé de témoignages sûrs et déterminants. Nous avons alors assailli les journalistes de coups de téléphone leur demandant de voir les choses en face : il ne s'agissait pas d'un simple collage d'affiches qui aurait mal tourné, mais d'une action concertée et organisée par le F.N. visant à terroriser un quartier où une forte proportion des habitants ne les acceptent pas.

Contre-offensive

Devant la forme des témoignages, les journalistes finissent par réaliser l'importance de l'affaire.

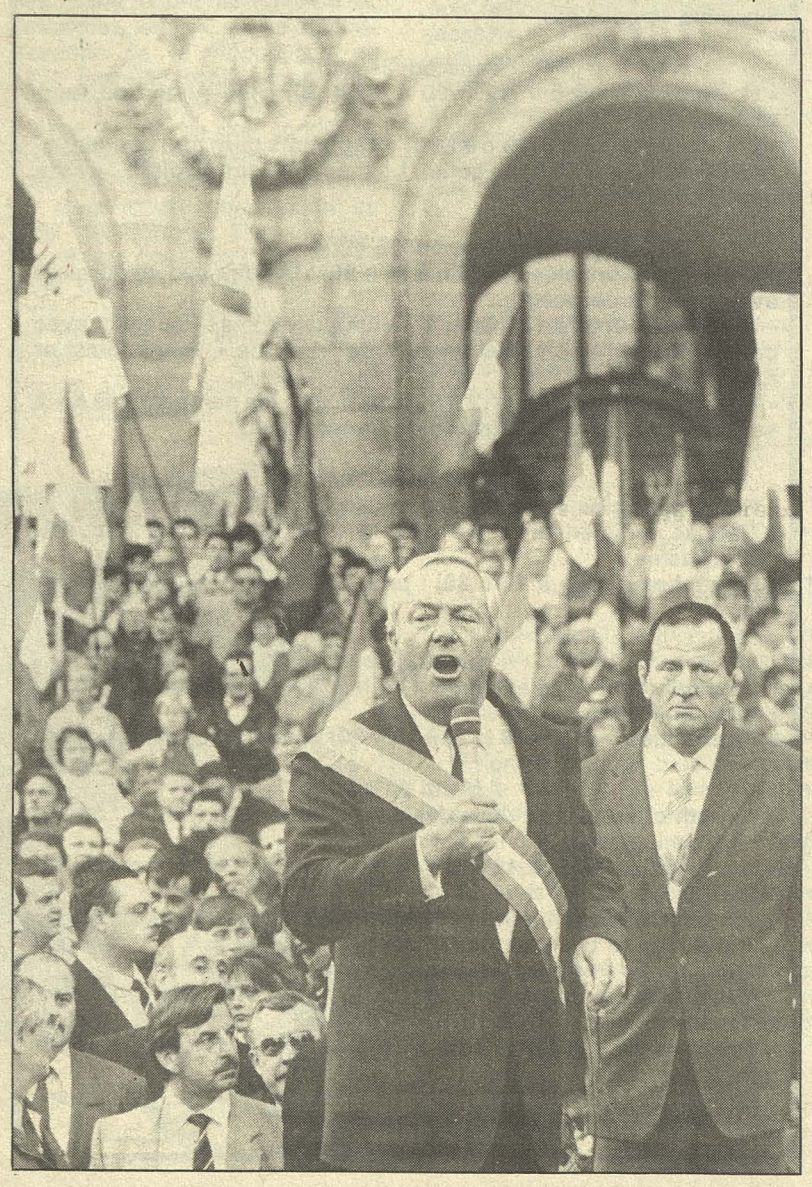
Dès dimanche, ce qui n'était qu'un simple fait divers dans les éditions du samedi (*Progrès de Lyon* : « *Du rififi sur les Pentes* ») devient une affaire politique mettant en cause le Front national.

Mardi soir, une réunion regroupait dans un local anarchiste tout le gratin de la gauche et de son extrême, pour mettre au point une manifestation sur les Pentes. Celle-ci avait lieu le jeudi, rassemblant 1 500 personnes dont une forte majorité d'habitants du quartier. Aujourd'hui, il est question d'un réseau d'entraide en cas de coup dur, d'une fête en juin, car chacun est conscient qu'il n'est pas évident que les choses en restent là — le F.N. ayant déclaré qu'il était partout chez lui et même à la Croix-Rousse. N'empêche que cette opération commando lui aura coûté cher. *Le Figaro* a titré : « *Le F.N. sur une mauvaise pente* ». Et je pense que celui-ci y regardera à deux fois avant de se risquer de nouveau sur les Pentes.

Politiquement, on peut conclure que si ce sont bien les anars qui ont fait sortir l'affaire de l'ombre, rien n'aurait été possible sans les gens du quartier. Mais cette action contre les pratiques du Front national ne pouvait laisser indifférents les partis politiques qui ont intérêt à affaiblir celui-ci. Autrement dit, les médias de droite ont certainement trouvé intérêt à amplifier notre riposte et à gauche on n'a plus eu qu'à prendre le train en marche. D'où une belle unité de circonstance. Nous-mêmes, pouvions-nous nous permettre une action marginalisée, une guérilla d'extrêmistes contre le Front national ? Sûrement pas ! Seule la continuité de nos interventions et de nos critiques peut à terme faire la différence.

BERNARD (de la C.L.L.)*

** Coordination libertaire lyonnaise. Les intertitres sont de la rédaction du* Monde libertaire *(N.d.R.).*



Face au fascisme

COMME Jean-Marie doit être heureux ! Inconnu des uns et oublié des autres il y a cinq ans, le voilà à la tête d'un parti reconnu, courtisé, et qui à chaque élection crée de nouvelles surprises. C'est la gauche qui a fait la courte échelle au Front national, espérant s'en faire un bon épouvantail. C'est la droite « classique » qui, aujourd'hui, guigne les électeurs du F.N., quitte à se livrer aux plus piteuses compromissions.

Complicités et trémolos

Le R.P.R. ne prend même plus vraiment la peine de nier cette évidence. Certes, l'histoire récente devrait rappeler aux hommes politiques contemporains combien il est dangereux de gonfler des baudruches qui finissent toujours, un jour, par vous péter à la figure. Pour notre part, nous ne nous faisons guère d'illusions sur la volonté réelle des partis d'anéantir ce qu'ils feignent de considérer comme un fléau.

Que de trémolos, d'indignations stériles, d'évangélisme cul-bénit face à la montée de la peste brune ! A la place des membres du Front national, nous hurlerions de rire — et sans doute ne s'en privent-ils pas — devant des répliques foudroyantes comme le badge récent qui, sur fond de salopette rayée, implore : « *Coluche, reviens, ils sont devenus fous* ». Les auteurs du badge sont-ils assez cons pour croire que le spectre d'un clown mort fera frémir les lepénistes ?

Nous, nous savons que les politiciens qui flirtent avec Le Pen ne sont pas fous, mais dans un premier temps du moins parfaitement cohérents : le but de tout démocrate n'est-il pas d'obtenir le pouvoir ? Pourquoi ces personnages, dont la plupart considèrent la morale comme une erreur de jeunesse, se priveraient-ils d'un allié aussi nauséabond soit-il ?

Que faire ?

Que répondre aux optimistes bienveillants qui, aux cris d'alarme, répondent que Le Pen ne représente jamais qu'un dixième de l'électorat français ; que comme le Front national a accepté les règles de la démocratie parlementaire, il n'y a aucune raison de ne pas le laisser s'exprimer démocratiquement ; que le soufflé raciste ne devrait pas tarder à retomber comme l'éruption poujadiste en son temps ?

Que le Front national croîtra et se multipliera justement grâce à ce type d'arguments. Que sa principale force est bien de ne rencontrer que des jérémiades effrayées et frileuses. Que la classe politique, les intellectuels, les « autorités morales » se bornent à des arguments humanistes puant souvent la mauvaise foi. Le plus bel exemple est celui du parti communiste, qui hurle aujourd'hui contre Le Pen, alors qu'il est évident que c'est lui qui se serait approprié le créneau raciste si le F.N. n'avait pas émergé. Ne se souvient-il pas des bulldozers de Vitry et de Cormeilles ? Nous, si !

De fait, comment convaincre les partisans de Jean-Marie qu'ils ont tort ? Les arguments économiques de Le Pen ont été démontés cent fois, sans jamais convaincre les gogos. Il est tellement plus facile de haïr un pseudo-coupable reconnaissable, vulnérable, désigné d'avance, que d'aller chercher dans les méandres du capitalisme les raisons de la crise !

Les arguments humanistes ? Il crève les yeux que les adeptes de la France aux Français s'en contrefoutent ! Les apports culturels, la richesse de la différence ? Aller donc expliquer à un « beauf » qu'il n'est pas le centre du monde ! Multiplier les informations sur les dirigeants du F.N. ? Allons donc ! Une bonne partie des cadavres (héritages douteux, tortures en Algérie, propos significatifs) sont déjà sortis du placard, sans entamer d'un chouïa la confiance des fans.

Le piège de la bête

Bilan de cette compilation d'évidences ? La seule façon de concrétiser un véritable front du refus au ramassis de néo-nazis, de partisans de l'ordre nouveau, de nostalgiques du pétainisme, de moutons dangereux que constitue le Front national, est peut-être d'organiser des comités d'autodéfense capables d'intervenir avec le même type d'« arguments » lors des ratonnades et autres « descentes » de nervis. Ce qui n'éliminerait certainement pas la contagion fasciste, mais permettrait de limiter les dégâts.

Dans ce cas, il serait utopique d'imaginer une reconnaissance (au sens premier du terme) des professionnels de l'incantation antiraciste. On voit d'ici les manchettes de journaux dénonçant la violence des extrêmistes, se gargarisant de la formule « les extrêmes se rejoignent », érigeant les brutes en victimes et réclamant à corps et à cris un ordre fort, capable de mettre fin aux violences de rues. Autant de pièges qui se sont refermés assez souvent pour qu'on en connaisse les mécanismes. N'y a-t-il vraiment aucune autre alternative que de passer pour des enragés ou de compter les coups, les blessés, voire les morts ? Autant de questions que le mouvement libertaire se pose avec de plus en plus d'acuité.

Pascale CHOISY